

Crise énergétique mondiale
Détroit d'Ormuz : le pétrole et le gaz paralysés P4

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Samedi 7 mars 2026 / N° 1289 / PRIX 20 DA



Coupe du monde-2026
de gymnastique
Kaylia Nemour
qualifiée en finale des
barres asymétriques P12

MINES, PHOSPHATE ET RAIL

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE FAIT LE POINT SUR LES GRANDS PROJETS

*Le président de la République garde un œil sur l'état
d'avancement des grands projets de développement industriel et
minier, ainsi que des grandes lignes de transport ferroviaire.* P3



Tout en mettant en avant la résistance du peuple sahraoui depuis 50 ans
LE PREMIER MINISTRE, HAMOUDI BAYOUN, INSISTE SUR L'AUTODÉTERMINATION P4



Ressortissants algériens au Qatar
**L'AMBASSADE D'ALGÉRIE À DOHA
DÉCLINE SON PLAN D'ÉVACUATION** P4

Salon international de la transition énergétique
à Rimini (Italie)

L'ALGÉRIE AU RENDEZ-VOUS

*L'exposition de Rimini a
constitué une opportunité
pour les entreprises et
sociétés algériennes de
participer à des réunions
d'affaires bilatérales avec
leurs homologues étrangers
afin d'échanger des
expériences, notamment
dans les domaines des
énergies renouvelables et de
l'efficacité énergétique.* P2



Crash d'un petit avion militaire à Boufarik
2 morts et 4 blessés, Chanegriha
présente ses condoléances



Deux morts et quatre blessés ont été enregistrés, avant-hier jeudi, dans le crash d'un avion militaire à Boufarik, a indiqué le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

La même source a précisé qu'« à la suite d'une mission programmée, le 5 mars 2026 en milieu de journée, un petit avion de transport militaire de type (BE 1900) s'est écrasé juste après son décollage de la piste de la base aérienne de Boufarik dans la Première Région militaire, à bord duquel se trouvait un équipage composé de six personnes », s'attristant de ce que ce tragique accident ait entraîné le décès de deux cadres et blessé les autres membres de l'équipage, qui ont été transportés en urgence à l'Hôpital central de l'Armée.

À la suite de cet accident tragique, le Général de corps d'armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, présente en son nom propre et au nom de tous les employés de l'Armée nationale populaire ses plus sincères condoléances et sa compassion à la famille des deux martyrs et à leurs proches, priant Dieu Tout-Puissant de leur accorder patience et réconfort, et d'accueillir les défunts dans Sa miséricorde infinie, tout en souhaitant un prompt rétablissement aux blessés.

Par ailleurs, le Général de corps d'armée a également ordonné l'ouverture d'une enquête approfondie afin de connaître les causes et les circonstances de cet accident, a souligné le document du MDN.

Chanegriha au chevet des blessés



Le ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, a rendu visite, ce vendredi, aux blessés suite au crash d'un petit avion de

transport militaire jeudi sur la Base aérienne de Boufarik, en 1re Région militaire (RM), indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

« Suite au douloureux accident qui a conduit au crash d'un petit avion de transport militaire de type (BE 1900), hier 05 mars 2026, juste après son décollage de la piste de la Base Aérienne de Boufarik en 1re Région Militaire, qui a malheureusement causé le décès en martyrs de deux (02) cadres et la blessure du reste des membres de l'équipage, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Ministre Délégué auprès du Ministre de la Défense Nationale Chef d'Etat-major de l'Armée Nationale Populaire, s'est rendu la matinée du vendredi 06 mars 2026, à l'Hôpital Central de l'Armée en 1re Région Militaire, afin de s'enquérir de l'état de santé des blessés, et de leur apporter à eux et à leurs familles un soutien moral, en leur souhaitant un prompt rétablissement », précise la même source.



Le Président Tebboune
présente ses condoléances
aux familles des deux victimes

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présenté ses condoléances aux familles des deux victimes tuées dans le crash d'un avion militaire survenu ce jeudi à Boufarik, a indiqué la présidence de la République

« À la suite du tragique incident provoqué par la chute d'un petit avion de transport militaire dans la Première Région militaire, le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Commandant en chef des forces armées et ministre de la Défense nationale, présente ses condoléances sincères et sa sympathie aux familles des deux cadres tombés en martyrs, implorant Dieu le Très-Haut de les couvrir de Son pardon et de Sa vaste miséricorde en ces jours bénis, et d'inspirer à leurs proches patience et réconfort, tout en priant pour le prompt rétablissement des survivants », a écrit la présidence.

« A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons », a ajouté la même source.

SALON INTERNATIONAL DE LA TRANSITION
ÉNERGÉTIQUE À RIMINI (ITALIE)
L'Algérie au rendez-vous

Le Centre de développement des énergies renouvelables (CDER) participe, aux côtés de plusieurs entreprises économiques représentant différentes filières liées aux énergies renouvelables en Algérie, au Salon international de la transition énergétique «Key – The Energy Transition Expo», organisé du au 6 mars, à Rimini en Italie, a fait savoir, avant-hier, un communiqué du Centre.

A l'occasion de sa participation à cet événement international, placé sous la supervision de la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique relevant du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le CDER a présenté un aperçu de ses différents produits de recherche et des projets de filiales économiques de développement, notamment ceux liés à l'énergie solaire photovoltaïque, indique la même source, non sans mettre en avant la maîtrise des chercheurs et ingénieurs algériens dans le développement de systèmes et d'applications modernes pour la réalisation de projets de qualité répondant à des normes technologiques concurrentielles à l'échelle internationale.

Ainsi, et au niveau du pavillon algérien, ont été exposés les systèmes de contrôle de qualité développés par le CDER à travers ses plateformes technologiques, « notamment ceux liés à la plateforme d'essais de l'énergie solaire, à l'étalonnage des instruments de mesure du rayonnement solaire, ainsi qu'aux tests de qualité et d'efficacité des chauffe-eau solaires, lesquels ont suscité l'intérêt d'entreprises étrangères et de bureaux d'études souhaitant améliorer la conception des centrales solaires à travers des mesures précises et fiables », souligne le communiqué.



Il faut savoir que cette exposition constituait une opportunité pour les entreprises et sociétés algériennes de participer à des réunions d'affaires bilatérales avec leurs homologues étrangers afin « d'explorer les opportunités de coopération et d'échanger des expériences, notamment dans les domaines des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique ».

Aussi, il est à remarquer que le Salon international de la transition énergétique est considéré comme l'un des principaux événements européens spécialisés dans la transformation énergétique et les technologies propres.

Il connaît une large participation d'entreprises, de sociétés, de chercheurs et d'investisseurs venus pré-

senter les dernières solutions et innovations visant à soutenir la décarbonation et le développement des énergies renouvelables.

Cet événement annuel couvre plusieurs domaines de l'écosystème de la transition énergétique, notamment l'énergie solaire et l'énergie éolienne, le stockage de l'énergie, l'efficacité énergétique, la mobilité électrique, ainsi que les solutions de villes intelligentes.

Il comprend également des conférences et des rencontres professionnelles destinées à renforcer l'échange d'expertises et à établir de nouveaux partenariats, en sus d'aborder les principaux défis et opportunités liés à l'avenir de l'énergie à l'échelle internationale.

R. E.

SAÏD SAYOUD EN ITALIE
Une coopération sécuritaire à Booster

Sur instruction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre de l'Intérieur a effectué, avant-hier jeudi, une visite de travail en Italie, selon un communiqué du ministère, qui précise que Saïd Sayoud était accompagné du Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), Ali Badaoui, et d'une importante délégation.

Il convient de noter que cette visite, entamée par Sayoud à l'invitation du ministre italien de l'Intérieur, M. Matteo Piantedosi, s'inscrit dans le cadre du renforcement du partenariat algéro-italien et du développement des mécanismes de coordination et de coopération dans les domaines sécuritaire et technique d'intérêt commun, souligne le communiqué.

La même source a indiqué que lors d'une séance de travail entre les deux ministres, il a été examiné « les moyens de renforcer la coopération entre l'Algérie et l'Italie, notamment

dans les domaines liés à la sécurité et à la coordination entre les instances compétentes dans les deux pays », a-t-elle ajouté.

Les entretiens ont porté sur plusieurs axes d'intérêt commun, dont les moyens de bénéficier de l'expérience italienne en matière de lutte contre la cybercriminalité, le renforcement de la coordination pour faire face au phénomène de la migration clandestine, l'intensification de la coopération policière et l'échange d'expertises entre les organes sécuritaires des deux pays.

De même, conclut le communiqué, ces entretiens ont également porté



sur « les moyens de renforcer la coopération dans le domaine de la Protection civile, notamment à travers l'organisation de cycles de formation et l'échange d'expertises en matière de prévention et de lutte contre les feux de forêt, en vue de contribuer au développement des capacités d'intervention et de réponse aux différents risques ».

R. N.

L'EXPRESS

Quotidien national
d'information édité par la

SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zoulouache,
Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
TEL/fax: 023.70.99.92
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :
NOURDINE BRAHMI

DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)

Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou
tout autre document et illustration
adressés ou remis à la Rédaction ne
sont pas rendus et ne peuvent faire
l'objet d'une réclamation.

MINES, PHOSPHATE ET RAIL

Le Président Tebboune fait le point sur les grands projets

Le Chef de l'Etat a présidé jeudi une réunion de travail consacrée à l'état d'avancement des grands projets de développement industriel et minier, ainsi que des grandes lignes de transport ferroviaire.

PAR MAHDI B

Selon une dépêche de l'APS, cette réunion de travail a été consacrée à l'état d'avancement de mégaprojets de la ligne minière Est, de la mine de phosphate et ses unités et du projet d'extraction de zinc à Oued Amizour, avant le lancement de leur exploitation effective à la fin de ce mois de mars. La même source a ajouté, sans autre précision, que la réunion a également porté sur le projet de la route transsaharienne et la ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset. L'année 2025 a été riche, en fait, en événements majeurs qui ont consacré le lancement ou l'achèvement de grands projets structurants de développement industriel, minier, des transports et, plus globalement, des territoires. Il en est ainsi de l'inauguration, le 1er février 2026, par le Président Tebboune, du projet de la ligne ferroviaire Béchar-Tindouf-Gara Djebilet, coréalisée par l'Anesrif et un partenaire chinois, et qui compte plusieurs gares de voyageurs à Tindouf et Abadla pour dynamiser le tourisme dans le Sud-Ouest algérien, marquant une étape clé dans l'exploitation du chemin de fer. La ligne ferroviaire Tindouf-Béchar, avec des stations modales, s'inscrit dans un programme national plus large visant à mailler le territoire, à réduire l'isolement du Sud, et, potentiellement, à créer un corridor commercial vers l'Afrique subsaharienne, selon une note de l'Anesrif. Le projet de la ligne minière ferroviaire occidentale Gara Djebilet-Tindouf-Béchar, s'étendant sur une distance de 950 km et mise en service officiellement dimanche 1er février 2026 par le président de la République, est parmi l'un des plus grands projets structurants réalisés en Algérie et en Afrique, au regard de son envergure, de ses capacités opérationnelles ainsi que de l'ampleur des moyens humains et techniques mobilisés pour sa réalisation dans des délais record. Il permet ainsi le transport du minerai de fer du gisement de Gara Djebilet (Tindouf), en plus du transport des voyageurs et des marchandises, à des vitesses pouvant atteindre 160 km/h pour les passagers et 80 km/h pour les marchandises et les produits miniers, avec une capacité quotidienne estimée à vingt-quatre trains



pour les matières minières, deux trains pour les voyageurs et deux trains pour les marchandises. Dans cette optique, il y a lieu de relever que le projet de ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset, sur une distance monstrueuse de plus de 2 000 km, est actuellement en cours de réalisation avec le début de construction d'un premier tronçon reliant Laghouat-Ghardaïa-El Ménéa sur 495 km. Ce mégaprojet, avec une extension vers Adrar, dont la livraison est prévue fin 2026 ou début 2027, vise en fait le renforcement de la connectivité entre les régions sud du pays et à créer de nouvelles opportunités socioéconomiques pour les populations locales. Les deux lignes ferroviaires Tindouf-Béchar, déjà réalisée, et Alger-Tamanrasset, c'est-à-dire une ligne directe entre le littoral nord du pays avec la capitale du Hoggar, à 2 000 mètres d'altitude, est une gageure extraordinaire qui va renforcer les échanges commerciaux et le transport de personnes, par rail. Quant au projet intégré de phosphates de Bled El Hadba, un des dossiers au menu de la réunion de jeudi, il est composé d'une mine ouverte en 2025 pour l'extraction de phosphate, avec une voie ferrée pour son exportation de 422 km reliant Bled El Hadba au port d'Annaba. Ce projet fait l'objet d'un suivi permanent du

président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Au mois de novembre dernier, lors de sa visite de travail dans la wilaya de Constantine, le Président Tebboune avait souligné que l'Algérie «se prépare à entamer l'exploitation effective de projets économiques vitaux et stratégiques qui entreront en production prochainement, parmi lesquels le projet d'extraction, de transformation et d'exportation du phosphate vers les marchés mondiaux avec une capacité de production de dix millions de tonnes par an». Il avait précisé que le projet de phosphate intégré «augmentera la production annuelle de phosphate en Algérie, la faisant passer de 2,5 millions de tonnes à 10,5 millions de tonnes.» De par ses potentialités, l'Algérie figure parmi les dix premiers pays dans le monde en matière de réserves de phosphate, qui sont estimées à plus de 3 milliards de tonnes, situées dans l'est du pays, dont la plupart se trouvent dans la mine de Bled El Hadba, avec près de 1,2 milliard de tonnes pouvant être exploitées pendant plus de 80 ans, selon une responsable centrale à Sonatrach. Et, pour assurer une fluidité des exportations algériennes de phosphates à partir des mines de l'est du pays, un corridor ferroviaire et portuaire est en train d'être réalisé, dont un mini-port

dédié au port principal d'Annaba, qui a été récemment inspecté par le Chef du gouvernement accompagné d'une importante délégation. Le nouveau quai minéralier, actuellement en cours de réalisation, doit assurer le traitement et l'exportation annuelle de quelque 10 millions de tonnes de phosphate et de produits phosphatés, acheminés via le corridor ferroviaire minéralier Est, dans le cadre d'un dispositif logistique intégré reliant les zones de production aux infrastructures portuaires. Le raccordement du gisement de phosphate de Bled El Hadba, dans la wilaya de Tébessa, au port d'Annaba sera assuré par une double voie ferroviaire qui doit permettre en plus de réduire les coûts de transport à l'exportation, d'améliorer la performance de la chaîne nationale du phosphate et de renforcer la compétitivité du produit algérien sur les marchés internationaux. A ce projet, il y a lieu d'ajouter celui du complexe de transformation et de production de fertilisants azotés et phosphatés d'Oued Kebrit, dans la wilaya de Souk Ahras, deux projets intégrés lancés en 2024 et qui seront réceptionnés avant fin 2026 et qui s'inscrivent dans le cadre du projet de phosphate intégré et de la politique nationale de développement des exportations hors hydrocarbures. Objet de l'attention soutenue du Président Tebboune, et considéré comme l'un des mégaprojets du pays dans le domaine minier, la mine géante de zinc de Oued Amizour, à cheval entre les communes de Tala Hamza et de Oued Amizour, est considérée comme un gisement majeur de zinc et de plomb, et classée 12e en termes de réserves à l'échelle mondiale. Le coût de l'investissement consenti est estimé à 471 millions de dollars, alors qu'un permis d'exploitation de la mine a été accordé à la joint-venture algéro-australienne Western Mediterranean Zinc. Le projet devrait produire annuellement 170 000 tonnes de concentré de zinc et 30 000 tonnes de plomb. Des projets majeurs, structurants, avec une forte valeur ajoutée en termes d'emplois, de croissance économique régionale et d'effets d'entraînement sur les territoires, qui vont donner une autre envergure à des secteurs stratégiques du développement national. ■

Farid Kourtel nommé conseiller économique à la présidence

La Présidence de la République a annoncé ce jeudi 5 mars la nomination de Farid Kourtel au poste de conseiller chargé des affaires économiques. Il succède à Yacine Ould Moussa, écarté du poste en octobre 2023. Cette nomination fait suite à celle de Farid Yaïci, nommé en octobre dernier conseiller à la présidence pour les finances, le budget, les

banques, les réserves de change, les marchés publics et les paiements internationaux. L'arrivée de Farid Kourtel intervient à un moment clé pour l'économie algérienne, qui connaît une phase de transformation accélérée. Le pays multiplie les projets d'infrastructures de base, notamment dans le ferroviaire, et développe l'exploitation de ses gisements stratégiques de mi-

nerai de fer, de zinc et de phosphate. L'objectif est ambitieux : atteindre un PIB de 400 milliards de dollars d'ici 2027 et réduire progressivement la dépendance aux hydrocarbures. Cette réorientation économique s'inscrit dans un contexte mondial instable, marqué par la multiplication des conflits armés, dont la plus récente confrontation opposant les États-

Unis et Israël à l'Iran, samedi dernier. Une crise qui pourrait peser sur l'économie globale, provoquer une hausse des prix de l'énergie et perturber les chaînes d'approvisionnement. Avec cette nomination, la Présidence semble vouloir renforcer son équipe économique pour piloter la transformation nationale et anticiper les défis internationaux. **R. E.**

Éditorial l'EXPRESS

ACCÉLÉRER LA DIVERSIFICATION

PAR PAR MAHREZ Z

La réunion de travail consacrée au suivi de plusieurs projets structurants, sous la présidence du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, illustre la volonté des pouvoirs publics d'accélérer la transformation structurelle de l'économie nationale, afin de stimuler une croissance durable et de faire émerger de nouveaux moteurs de croissance hors hydrocarbures, dans le cadre de la stratégie de diversification économique amorcée ces dernières années. La rencontre a été dédiée à l'état d'avancement de la ligne minière Est, de la mine de phosphate et ses unités et du projet d'extraction de zinc à Oued Amizour, avant le lancement de leur exploitation effective fin mars courant. La réunion a également porté sur le projet de la route transsaharienne et la ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset. À travers ces projets, le gouvernement jette les bases d'un nouveau modèle de croissance fondé sur la valorisation des ressources minières, le développement des infrastructures de transport et l'ouverture accrue vers les marchés africains. Au cœur de cette nouvelle dynamique enclenchée par les pouvoirs publics, figure la ligne minière Est. Une infrastructure ferroviaire stratégique destinée à accompagner le développement du vaste projet de phosphate de Bled El Hadba (Tébessa), qui devrait permettre d'augmenter la production annuelle de phosphate de 2,5 millions de tonnes à 10,5 millions de tonnes. Cet axe ferroviaire qui constitue un lien vital entre les mines du sud-est du pays, permettra d'acheminer des millions de tonnes de minerai vers les unités de transformation et les marchés d'exportation, constituant ainsi l'ossature logistique d'une nouvelle filière industrielle. Parallèlement, les autorités suivent de près l'avancement du projet d'exploitation du zinc et du plomb de Oued Amizour, dans la wilaya de Béjaïa. Le gisement, considéré comme l'un des plus importants du continent africain, devrait contribuer au renforcement de l'activité minière nationale et à la diversification des ressources exportables du pays. La mine de zinc constitue en effet un projet d'envergure, avec des réserves exploitables estimées à 34 millions de tonnes, et un chiffre d'affaires de 215 millions de dollars/an. Au-delà du secteur minier, la réunion a également porté sur plusieurs infrastructures structurantes destinées à renforcer l'intégration territoriale et régionale. C'est le cas notamment de la route transsaharienne, un corridor routier stratégique qui contribuera à fluidifier les échanges commerciaux entre notre pays et l'Afrique subsaharienne et à consolider le rôle de l'Algérie en tant que carrefour logistique continental. La future ligne ferroviaire reliant Alger à Tamanrasset constitue également l'un des projets d'infrastructures les plus importants. Cette dorsale ferroviaire permettra de connecter le nord au sud du pays et d'accompagner le développement des activités minières et logistiques dans le Grand Sud en faisant de Tamanrasset un véritable hub logistique dans le cadre de la stratégie nationale visant à créer des plateformes énergétique, minière et logistique connectées avec l'Afrique.

CRISE ÉNERGÉTIQUE MONDIALE

Détroit d'Ormuz : le pétrole et le gaz bloqués

La fermeture du passage stratégique par l'Iran provoque une flambée des prix et inquiète l'Europe et l'Asie.

PAR NASSIM TERKI

Dans un tournant majeur du conflit au Moyen-Orient, le front de la confrontation s'est déplacé vers le cœur de l'équation énergétique mondiale. Le monde est entré dans un état d'alerte maximale après que le détroit d'Ormuz, artère la plus vitale pour le flux du pétrole et du gaz, est passé du statut de corridor maritime stratégique à celui de zone de confrontation ouverte. Cette situation intervient alors que les prix du pétrole et du gaz atteignent des niveaux record.

Les menaces ne relèvent plus du simple discours médiatique. Après les frappes américano-sionistes contre le territoire iranien, les Gardiens de la révolution iraniens ont annoncé que le détroit d'Ormuz était « fermé », avertissant que tout navire tentant de le traverser pourrait être ciblé. Depuis, le trafic des pétroliers est pratiquement paralysé.

Selon les données de suivi maritime, au moins 150 navires de pétrole et de gaz sont immobilisés dans les eaux internationales à l'extérieur du détroit, dans l'attente d'évolutions sur le terrain qui pourraient tarder. Les estimations de JPMorgan indiquent que le transit du pétrole à travers le détroit est tombé à moins d'un quart de son niveau habituel, ne dépassant pas 400 000 barils par jour.

Il faut rappeler que ce passage maritime assure le transport d'environ 20 à 30 % des approvisionnements mondiaux de pétrole et près de 25

% du gaz naturel liquéfié (GNL). Le détroit constitue ainsi une véritable artère vitale pour les économies asiatiques et européennes.

Les marchés n'ont pas tardé à réagir. En l'espace de 48 heures, le prix du Brent a bondi de 13 %, atteignant 82 dollars le baril. Hier, il s'est stabilisé autour de 84 dollars, son niveau le plus élevé depuis janvier 2025.

Il ne s'agit pas d'une simple fluctuation mais d'un véritable choc énergétique. De grandes banques comme Barclays et Goldman Sachs ont revu leurs prévisions. Barclays estime désormais que le baril pourrait atteindre 100 dollars, soulignant que la prime liée aux risques géopolitiques est devenue un élément central dans la formation des prix. De son côté, le cabinet Wood Mackenzie avertit qu'une fermeture du détroit pendant plus de deux semaines pourrait propulser les prix à des niveaux sans précédent, au-delà de 100 dollars.

Hier soir, le Brent de la mer du Nord s'échangeait à 84,25 dollars, en hausse de 6,51 dollars (+8,37 %). Parallèlement, le West Texas Intermediate (WTI) atteignait 76,94 dollars, avec un gain de 5,71 dollars (+8,02 %).

Le choc ne concerne pas seulement le pétrole. Dans un développement parallèle, QatarEnergy, la compagnie énergétique nationale du Qatar, a annoncé l'arrêt complet de la production dans le complexe géant de Ras Laffan, la plus grande installation d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL) au monde. La réaction



du marché du gaz a été immédiate. En Europe, le prix du gaz sur le contrat TTF néerlandais a bondi de 50 % lundi, suivi d'une nouvelle hausse de 30 % mardi, portant la progression totale à près de 70 % en seulement deux jours, son niveau le plus élevé depuis plus d'un an.

Cette crise frappe directement l'Europe. Depuis la guerre en Ukraine, le continent a progressivement réduit sa dépendance au gaz russe et s'est tourné vers le Qatar comme alternative stratégique. Un arrêt prolongé de la production qatarie pourrait placer l'Europe dans une compétition intense avec l'Asie pour reconstituer ses réserves avant l'hiver, ce qui risque de faire grimper les prix à des niveaux difficiles à supporter pour l'industrie européenne.

Dans l'ombre, la diplomatie internationale s'active. La Chine, premier importateur mondial d'éner-

gie, exercerait des pressions discrètes afin d'éviter toute attaque contre les pétroliers dans le Golfe et de garantir la continuité des exportations qatariennes, dont 30 % des importations chinoises de GNL dépendent.

Du côté de Washington, le secrétaire d'État Marco Rubio a tenté de rassurer les marchés en évoquant des plans visant à calmer la flambée des prix. Toutefois, l'administration Trump n'envisage pas pour l'instant de puiser dans les réserves stratégiques de pétrole pour stabiliser le marché.

Certains analystes estiment d'ailleurs que les États-Unis, devenus le premier producteur mondial de pétrole avec plus de 20 % de l'offre mondiale, sont aujourd'hui moins vulnérables aux chocs pétroliers qu'auparavant et pourraient même tirer profit d'une hausse durable des prix. ■

Tout en mettant en avant la résistance du peuple sahraoui depuis 50 ans Le Premier ministre, Hamoudi Bayoun, insiste sur l'autodétermination

Dans un entretien accordé, avant-hier jeudi, au quotidien espagnol « El Salto Diario », repris par l'APS, le Premier ministre sahraoui a indiqué que, en soi, le 50e anniversaire de la proclamation de la République sahraouie constituait une preuve claire de la capacité du peuple sahraoui à résister face aux politiques d'annexion et aux tentatives de soumission menées par le régime du Makhzen depuis le début du conflit.

Bouchraya Hamoudi Bayoun a ainsi affirmé que le peuple sahraoui poursuivait sa résistance et sa détermination cinquante ans après la proclamation de son État, soulignant que tout règlement du conflit au Sahara occidental ne saurait être légitime ni durable sans l'approbation du peuple sahraoui à travers l'exercice de son droit inaliénable à l'autodétermination.

Soutenant qu'en dépit de toutes les circonstances, les Sahraouis avaient réussi à construire des institutions étatiques couvrant plusieurs domaines, notamment l'éducation, la diplomatie et l'organisation sociale, Hamoudi Bayoun a, par ailleurs, fait observer que toutes les tentatives visant à imposer des solutions en dehors du cadre de la légitimité internationale avaient échoué, « que ce soit par la force militaire ou à travers des tentatives de promouvoir des projets politiques ne reconnaissant pas le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination », fera-t-il observer.

De même, et rappelant que l'expérience a démontré que tout règlement qui ne reposait pas sur la volonté des Sahraouis était voué à l'échec, il a souligné que le respect du droit international demeurait la seule voie pour mettre fin à ce long conflit.

Dans le même contexte, le PM sahraoui a déclaré que les autorités marocaines ont intensifié l'utilisation de drones dans le conflit, estimant que ces moyens n'ont pas été utilisés uniquement contre des objectifs militaires, mais ont également visé des civils dans les zones libérées. Concernant les négociations politiques, il a indiqué que le Front Polisario demeurerait « ouvert à toute voie diplomatique sérieuse, visant à résoudre le conflit, pour autant qu'elle repose sur le respect du droit à l'autodétermination conformément aux décisions des Nations Unies », dira-t-il, soulignant, toutefois, que « toute tentative de contournement de ce principe ne ferait que prolonger la durée de la crise et approfondir les tensions dans la région », a-t-il prévenu.

Et d'insister, affirmant que « la dignité pour le peuple sahraoui signifie vivre librement, loin de l'occupation », a-t-il soutenu, notant que les Sahraouis « font face dans les territoires occupés à une surveillance sécuritaire stricte et à une répression continue de la part des autorités marocaines ».

« La poursuite de ces politiques ne parviendra pas à briser la volonté des Sahraouis, qui restent attachés à leur droit légitime à la liberté et à l'indépendance », conclura Bouchraya Hamoudi Bayoun. ■ **N. B.**

RESSORTISSANTS ALGÉRIENS AU QATAR

L'ambassade d'Algérie à Doha décline son plan d'évacuation

L'ambassade d'Algérie à Doha a publié, hier, un communiqué à l'adresse des ressortissants algériens se trouvant au Qatar souhaitant quitter le pays, faisant savoir que des dispositions ont été prises pour leur faciliter la tâche.

« L'ambassade d'Algérie à Doha informe les membres de la commu-

nauté algérienne résidant au Qatar que, dans le cadre des dispositions de passage par le point de contrôle de Salwa (Royaume d'Arabie Saoudite), l'ambassade à Doha, en coordination avec notre ambassade à Riyad, travaille à faciliter les procédures de départ pour ceux qui le souhaitent, en soumettant une demande de visa de transit », expli-

que-t-elle.

« La priorité sera donnée aux visiteurs bloqués, puis aux autres membres de la communauté souhaitant partir », précise en outre l'ambassade, invitant les personnes souhaitant bénéficier de cette mesure à lui envoyer une demande par e-mail comportant une copie du passeport, une copie du visa

pour les visiteurs et une copie de la carte d'identité qatarienne concernant les résidents.

Les postulants sont priés aussi de préciser leur numéro de téléphone et ce, afin de permettre à l'ambassade de les contacter et de coordonner avec eux dès que toutes les dispositions nécessaires seront complétées. ■

Air Algérie maintient la suspension des vols vers quatre villes au Moyen-Orient

Dans un communiqué du 5 mars, la compagnie aérienne algérienne Air Algérie prévient que ses vols depuis et vers le Moyen-Orient restent suspendus, sans donner de date de reprise.

Les destinations concernées par cette décision sont : Doha, Beyrouth, Amman et Dubaï.

En représailles des bombardements américains et israéliens, l'Iran prend pour cible ces pays du Golfe où sont installées des bases militaires américaines.

Téhéran utilise des drones et des missiles pour

attaquer Israël, les Émirats arabes Unis, Bahreïn, le Koweït. Pour le Liban, Israël a lancé jeudi une vaste opération militaire contre la capitale Beyrouth.

La guerre en Iran paralyse le transport aérien au Moyen-Orient

« Cette décision s'inscrit dans le souci de garantir les plus hauts standards de sécurité et de sûreté pour nos clients et nos équipages, suite à l'évolution de la situation dans la région », informe la compagnie aérienne nationale.

Pour les voyageurs algériens ou les personnes qui habitent dans ces zones, Air Algérie a mis en place un numéro joignable depuis l'Algérie, le 3302. Il faudra composer le 0021321986363 pour les personnes se trouvant en dehors de l'Algérie.

Pas d'inquiétude pour les voyageurs : si la situation change, la compagnie « ne manquera pas de tenir son aimable clientèle informée de toute nouvelle disposition ou mise à jour de son programme de vols vers le Moyen-Orient », rassure-t-elle. ■

LES CHAUFFEURS DE TAXI Y SONT ASSOCIÉS

Le ministère de l'Intérieur s'attelle à la révision de la réglementation

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports lance officiellement, à partir de ce mardi, des ateliers de travail avec le partenaire social afin d'examiner les préoccupations des chauffeurs de taxi. La première réunion de travail sera consacrée à l'étude des propositions susceptibles d'être intégrées aux modifications qui toucheront le décret exécutif n° 12-230 du 24 mai 2012, portant organisation du transport par taxi.

PAR MERIEM KACI

Dans le cadre de l'ouverture du dialogue avec le partenaire social, le ministère de l'Intérieur a annoncé le lancement d'ateliers de travail dédiés à l'activité de chauffeur de taxi. La première réunion, qui devrait avoir lieu ce mardi au niveau de la Direction générale de la mobilité et de la logistique du ministère, sera consacrée à l'étude des propositions susceptibles d'être intégrées aux modifications qui toucheront le décret exécutif n° 12-230 du 24 mai 2012 portant organisation du transport par taxi, modifié et complété, ainsi qu'aux arrêtés y afférents, a précisé le ministère dans une invitation remise à l'Organisation nationale des transporteurs algériens (ONTA), à la Fédération nationale des chauffeurs de taxi affiliée à l'UGCAA (Union générale des commerçants et artisans algériens), et au Syndicat national des transporteurs par taxi, affilié à la centrale syndicale UGTA. Au cours de ces ateliers, les professionnels de la route sont censés exprimer leurs propositions susceptibles d'améliorer les conditions d'exercice de l'ac-



tivité dans le secteur des taxis et d'en assurer une meilleure organisation. Ces derniers s'attendent à ce que ces réunions apportent des solutions concrètes à leurs préoccupations et permettent de développer les textes réglementaires afin de les adapter aux exigences de la profession et aux défis actuels. C'est le cas de la Fédération nationale des chauffeurs de taxi qui, tout en sa-

luant cette démarche du ministère, y voit un « indicateur positif » reflétant la volonté des autorités compétentes d'aboutir à des réformes réelles, tout en garantissant la stabilité et le développement de la profession. « Cela témoigne également de leur volonté d'ouvrir les voies du dialogue et de la concertation avec les partenaires sociaux afin de parvenir à des solutions concrètes ga-

rantissant l'amélioration des conditions de travail et la promotion du service rendu aux citoyens », a indiqué le syndicat dans un communiqué rendu public. Le syndicat a ainsi appelé l'ensemble des chauffeurs de taxi à faire preuve d'un esprit de responsabilité et à contribuer de manière positive à la réussite de ces démarches, dans l'intérêt des professionnels et afin de renforcer l'organisation de ce secteur. Pour rappel, les transporteurs privés ont émis, en début d'année, des réserves par rapport à certaines dispositions contenues dans le projet du nouveau Code de la route. En janvier dernier, le Conseil de la Nation a adopté le nouveau Code de la route en émettant des réserves sur 11 articles, estimant qu'ils méritent une révision en profondeur. Il appelle notamment à lever le caractère pénal attaché à certaines infractions routières, à revoir les sanctions et amendes afin de les aligner sur la politique pénale moderne de l'État et à garantir le principe de proportionnalité des peines, conformément aux directives présidentielles visant à « rationaliser les peines primitives de liberté ». ■

Transport public

Une nouvelle ligne Alger-Tipasa

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a annoncé, jeudi dans un communiqué, l'ouverture d'une nouvelle ligne de transport de voyageurs reliant les wilayas d'Alger et de Tipasa, dans le cadre de l'amélioration des conditions de déplacement des citoyens et du renforcement du réseau de transport public, notamment inter-wilayas. Cette mesure intervient en

application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Said Sayoud, visant à renforcer la liaison entre les wilayas limitrophes et à rapprocher les services publics des citoyens, a précisé la même source. La ligne mise en service relie la station Tafourah (Alger-Centre) à la gare routière de Tipasa, a ajouté la même source, soulignant que cette mesure s'inscrit

dans le cadre du renforcement du réseau de transport public et de l'amélioration des conditions de déplacement des citoyens, notamment entre les wilayas caractérisées par une forte proximité géographique et une intense mobilité quotidienne. Elle contribuera ainsi à faciliter les déplacements quotidiens et à renforcer l'intégration entre les pôles urbains, selon le communiqué.

UNIVERSITÉ D'ALGER 1

Inauguration d'un incubateur d'affaires et d'une maison d'entrepreneuriat

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a effectué jeudi une visite de travail et d'inspection à l'Université d'Alger 1 Benyoucef-Benkhedda, au cours de laquelle il a inauguré un incubateur d'affaires et une maison d'entrepreneuriat. Lors d'une rencontre avec différents acteurs de l'Université d'Alger 1, M. Baddari a souligné que l'université algérienne constitue désormais « une valeur ajoutée pour l'économie innovante et numérique, vu son rôle important dans la création de richesses », et ce en concrétisation de la vision stratégique du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour la période 2024-2029, en matière de renforcement du rôle économique de l'université. L'Université d'Alger 1 « avance résolument vers l'université de 4e génération, en permettant notamment aux étudiants de concrétiser



leurs idées créatives à travers la création de start-up et l'obtention de brevets d'invention pouvant être investis », a-t-il ajouté. À ce titre, cette université recense « sept labels pour des entreprises ou des projets inno-

vants, 27 micro-entreprises économiques et trois filiales économiques », a fait savoir le ministre. À cette occasion, le ministre a procédé à l'inauguration d'un incubateur d'affaires et d'une maison d'entre-

preneuriat de l'université, destinés à soutenir les étudiants et les chercheurs porteurs d'idées innovantes et à les aider à les transformer en projets entrepreneuriaux ou en start-up, et ce à travers le renforcement de l'innovation et de l'entrepreneuriat et la création de valeur économique au sein de l'université et en dehors. Une salle intelligente destinée aux enseignants a également été inaugurée par le ministre. Dans le cadre du soutien aux processus d'innovation et d'entrepreneuriat, l'Université d'Alger 1 a signé six conventions avec des établissements économiques, académiques et bancaires. Cette démarche vise à faciliter les stages pratiques des étudiants, à encadrer et à accompagner les start-up, et à appuyer les porteurs d'idées et de projets universitaires ainsi que les micro-entreprises, en leur prodiguant des conseils et des formations. R. N.

Salons « Journées des métiers » de la Formation professionnelle
Des espaces de communication directe entre les acteurs du secteur



Le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels organise, tout au long du mois sacré de Ramadhan, les salons « Journées des métiers » à travers plusieurs wilayas, afin de faire connaître les opportunités de formation et les métiers prometteurs, indique jeudi un communiqué du ministère. Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie du secteur visant à adapter les offres de formation aux besoins du marché du travail, « le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels organise, tout au long du mois de Ramadhan et à travers plusieurs wilayas du pays, les salons « Journées des métiers », en tant qu'étape d'orientation et de présentation des opportunités de formation et des métiers prometteurs », précise le communiqué. Ces salons visent à mettre en avant les différents modes et offres de formation disponibles, à faire connaître les spécialités nouvellement créées et à renforcer l'ouverture des établissements de formation sur leur environnement socio-économique, à travers des espaces de communication directe entre encadreurs, stagiaires, partenaires économiques et porteurs de projets, consacrant ainsi une approche participative fondée sur une réponse effective aux besoins du développement local. Le ministère accorde une importance particulière aux spécialités prioritaires, à l'instar du bâtiment, de l'électricité, de la menuiserie, de la mécanique et d'autres filières essentielles, au vu de leur rôle central dans le soutien à la dynamique économique et la satisfaction de la demande croissante sur le marché de l'emploi, souligne le communiqué. Il y a lieu de préciser que le programme de ces salons prévoit des démonstrations pratiques et des explications sur le terrain mettant en avant les opportunités d'insertion professionnelle et les perspectives de l'entrepreneuriat dans ces domaines. Cette initiative traduit l'engagement du secteur à promouvoir l'image de la formation professionnelle en tant que choix stratégique efficace, renforçant la culture du travail et de la production et ouvrant des perspectives professionnelles claires et durables au profit des jeunes, conclut le communiqué.

Pour réduire la facture des importations Un programme ambitieux pour la production locale de semences et de plants

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a révélé jeudi à Blida que son département ministériel a élaboré un «programme ambitieux» visant à renoncer progressivement à l'importation des semences et des plants, afin de garantir la sécurité alimentaire et de réduire la facture des importations. Dans une déclaration à la presse en marge d'une visite de travail et d'inspection effectuée dans la wilaya, en compagnie du wali Djamel-Eddine Hashas, le ministre a souligné que, dans le cadre des efforts visant à garantir la sécurité alimentaire du pays, un «programme ambitieux a été élaboré en vue de réduire progressivement l'importation des semences et des plants, notamment concernant les cultures maraîchères», rapporte l'APS.

Il a ajouté que l'intégration des technologies modernes dans l'agriculture, notamment pour la production locale de semences et de plants, constitue un axe prioritaire de son département, avec une orientation à l'exportation. Il a fait état, à ce titre, de préparatifs pour la création d'un pôle de production de semences entre les wilayas de Ghardaïa et d'El-Ménia.

M. Oualid a relevé que cette orientation permettra de réduire les coûts de production et d'améliorer la compétitivité à l'exportation, grâce à des investissements axés sur la technologie et la recherche scientifique dans le domaine agricole.

Il a également révélé que des efforts sont en cours pour développer plusieurs autres filières agricoles, notamment certaines variétés fruitières, comme la production de plants de bananier. Le ministre a estimé que Blida est «une wilaya modèle dans l'adoption de la technologie et de la recherche scientifique dans l'activité agricole», soulignant l'engagement de nombreuses exploitations dans cette démarche, à travers l'introduction de techniques modernes d'irrigation, l'utilisation d'engrais et autres intrants agricoles, ainsi que l'amélioration des méthodes de plantation, en vue d'accroître les rendements, d'améliorer la qualité et de réduire les coûts de production.

M. Oualid a, par ailleurs, salué le niveau atteint par les exploitations agricoles qui recourent aux technologies modernes, à l'image de la pépinière «Vitroplant» de Beni Tamou, spécialisée dans la production de porte-greffes et d'arbres fruitiers. Cette structure affiche une production annuelle de près de 15 millions de plants, couvrant les besoins du marché national et s'orientant depuis peu vers l'exportation, selon les explications fournies sur place. **R. E.**

A SON BORD 82 TOURISTES

Le navire de croisière Clio accoste au port d'Alger

Le navire de croisière Clio a accosté, hier, au port d'Alger, transportant 82 touristes de diverses nationalités, dans le cadre du programme de tourisme de croisière mis en œuvre dans les ports algériens.

PAR FATIHA AMALOU

L'Entreprise portuaire d'Alger (EPAL) a annoncé hier dans sa page officielle facebook que l'accueil du navire s'est déroulé dans des conditions optimales, les autorités portuaires ayant appliqué toutes les procédures nécessaires à l'accueil d'un navire de croisière en facilitant le débarquement des passagers, assurant ainsi une circulation fluide au sein du port.

«Les touristes ont eu l'occasion de découvrir les sites historiques et culturels d'Alger, tels que l'ancienne Casbah et d'autres sites touristiques et culturels, et de s'imprégner du riche patrimoine algérien», indique l'EPAL.

Cette escale s'inscrit dans le cadre du développement dynamique du tourisme de croisière en Algérie, qui vise à renforcer l'attractivité des ports algériens en tant que destinations de croisière, contribuant ainsi

à la revitalisation du tourisme et de l'économie.

Plusieurs navires de croisière, notamment le Viking Saturn et le Viking Neptune, ont accosté au port d'Alger récemment (fin 2024-début 2025), transportant chacun environ 900 à plus de 1000 touristes de diverses nationalités. Les visiteurs explorent la Casbah, le Monument des Martyrs et Tipaza.

Les navires de la compagnie Viking (Saturn, Neptune) fréquentent régulièrement Alger. Des excursions sont organisées vers la Casbah, le Jardin d'essai d'El Hamma, le Monument des Martyrs et le site archéologique de Tipaza.

Les touristes bénéficient d'un accueil chaleureux pour encourager le tourisme culturel et maritime en Algérie. Ces escales s'inscrivent dans des itinéraires méditerranéens, renforçant la position d'Alger comme destination touristique.

Ces visites s'inscrivent dans le cadre



de la relance du tourisme de croisière en Algérie, touchant également d'autres ports comme celui d'Oran

Aussi le port d'Alger déploie des efforts considérables pour attirer et gérer le flux de touristes et de voyageurs, notamment avec l'accueil de

plusieurs navires de croisière et le traitement de plus de 232 000 voyageurs durant l'été 2024. Des mesures de fluidification, comme le «couloir vert» pour les familles, une permanence 24h/24, et la modernisation des infrastructures, facilitent l'accueil des visiteurs. ■

COMMERCE EXTÉRIEUR

Rezig supervise quatre nouvelles opérations d'exportation depuis Tlemcen

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des Exportations, Kamel Rezig a supervisé, jeudi à Tlemcen, le lancement de quatre opérations d'exportation de produits industriels vers plusieurs pays, selon l'APS.

Ces opérations concernent l'exportation de 17 tonnes de papier par l'entreprise «Miga Warak» de Tlemcen vers la Tunisie, 21 tonnes de fibres plastiques par l'usine algérienne de fibres de polyester de Tlemcen vers l'Égypte, ainsi que 75 tonnes de produits dérivés du caroubier par l'entreprise BoubelENZA pour les produits du caroubier, destinées à la Thaïlande, au Vietnam et au Guate-

mala. Le ministre a également supervisé, par visioconférence, une autre opération portant sur l'exportation de six camions chargés d'équipements électroménagers par le représentant officiel de la société Samsung Algérie, depuis Sétif vers la Tunisie. Dans une déclaration à la presse, M. Kamel Rezig a précisé que tous les produits destinés à l'exportation sont des produits entièrement fabriqués localement, dans divers domaines tels que l'électronique, les produits alimentaires, le papier et les plastiques. Il a également salué la concurrence entre les wilayas dans le domaine des opérations d'exportation.

Il a ajouté que l'objectif du ministère pour l'année 2026 est de relancer la dynamique des exportations, compte tenu de leurs effets positifs sur les opérateurs économiques et sur l'économie nationale.

Lors de l'ouverture du Salon de la chaussure et du cuir, organisé à la salle omnisports Abdellah-Benmansour dans la commune de Tlemcen, par le ministère en coordination avec la Chambre de commerce et d'industrie «Tafna» de Tlemcen, et qui se poursuivra jusqu'au 9 mars, avec la participation d'environ 80 exposants (artisans et entreprises spécialisées dans la fabrication de chaussures et d'articles en cuir provenant de plu-

sieurs wilayas), le ministre a souligné que les participants ont démontré la qualité et la maîtrise de leurs produits, reflétant ainsi les capacités et le potentiel de ce secteur.

Il a également indiqué que l'exportation des produits industriels exige avant tout la garantie de la qualité, soulignant que l'industrie de la chaussure en Algérie s'oriente vers l'ouverture aux marchés mondiaux et à la concurrence internationale, grâce à la politique menée dans le cadre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dont les résultats commencent à apparaître dans les secteurs de l'habillement et de la chaussure. **R. E.**

RÉSEAU RENFORCÉ

Medusa, passerelle entre l'Algérie et l'Europe

Sid Ali Zerrouki a visité le centre d'atterrissage du câble Medusa à Barcelone. Ce projet stratégique reliera Alger et Ghardaïa à l'Europe, renforçant la capacité Internet et modernisant les infrastructures technologiques du pays.

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, s'est rendu jeudi à Barcelone pour une visite du centre d'atterrissage du câble sous-marin MEDUSA (Cable Landing Station). Accompagné des responsables du projet, il a pu prendre connaissance en détail des opérations, de la conception technique et des enjeux liés à cette infrastructure, a précisé le ministère dans un communiqué officiel. Cette visite s'inscrit dans le cadre des préparatifs pour la mise en service du câble,

prévue au début de l'année prochaine. MEDUSA représente un projet majeur pour le renforcement des infrastructures de communication de l'Algérie et pour l'amélioration de sa connectivité avec l'Europe et le reste du monde.

Le centre d'atterrissage est un maillon stratégique de premier plan dans le système des télécommunications. Il constitue une passerelle essentielle reliant l'Algérie à l'Europe, ce qui permettra d'augmenter de manière significative la capacité Internet nationale et de garantir des communications internationales plus stables et performantes. Cette avancée technique est également cruciale pour soutenir le développement des services de 5G, favoriser l'innovation numérique et consoli-

der la souveraineté technologique du pays. Au-delà de la simple augmentation de capacité, le projet MEDUSA permettra de diversifier les routes des câbles sous-marins, réduisant ainsi la dépendance de l'Algérie à certaines infrastructures existantes et assurant une meilleure résilience face aux interruptions ou aux tensions internationales. Le ministre a souligné que cette initiative renforce également les ambitions du pays en matière de développement numérique, en créant des opportunités pour les entreprises locales et en améliorant l'accès aux services numériques pour les citoyens et les administrations. Pour rappel, le lancement officiel du projet avait été supervisé par Sid Ali Zerrouki depuis le port d'Alger en octobre 2025.

Le câble reliera le territoire national par deux points d'atterrissage, à Alger et à Ghardaïa, optimisant ainsi la distribution du trafic Internet à travers le pays. Cette double connexion assure non seulement une augmentation de la capacité, mais aussi une fiabilité accrue des communications, garantissant que l'Algérie dispose d'une infrastructure moderne, robuste et adaptée aux défis du numérique mondial. MEDUSA, au-delà de sa dimension technique, symbolise un véritable saut qualitatif pour la souveraineté numérique nationale, en plaçant l'Algérie sur la carte des pays capables de gérer et de sécuriser leurs flux d'information internationaux, tout en soutenant le développement d'un écosystème numérique ambitieux et résilient. **R. E.**

ALGÉRIE-ITALIE

Une ligne de transport d'électricité sous-marine reliant les deux pays en cours de construction

Un projet stratégique est en cours d'élaboration entre l'Algérie et l'Italie. Il s'agit de la construction d'une ligne de transport d'électricité sous-marine reliant les deux pays. L'objectif est d'exporter l'électricité algérienne, et en particulier les énergies propres et renouvelables, vers l'Europe.

PAR FATIHA A.

C'est ce qu'a affirmé, jeudi, le directeur de l'information et de la communication du ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Khalil Hedna, lors de son intervention à la radio chaîne 1. Dans ce contexte, Sonelgaz et Sonatrach ont signé des protocoles d'accord avec la société italienne Eni pour la réalisation d'une étude de faisabilité relative à un projet visant à exporter environ 2 000 mégawatts d'électricité, renforçant ainsi la position de l'Algérie comme fournisseur d'énergie dans la région. M. Hadna a également révélé que l'État a lancé un programme ambitieux pour produire 15 000 mégawatts d'énergies renouvelables d'ici 2035, dont la première phase, d'une capacité de 3 200 mégawatts, est déjà en cours.

Il a expliqué que neuf centrales électriques seront mises en service courant 2026, notamment les centrales de Laghrou (province de Biskra) et de Tandala (province d'El M'Ghair), d'une capacité de 200 mégawatts chacune, ainsi que la centrale d'El Foulia (province d'El Oued), d'une capacité de 300 mégawatts, la plus importante de son genre.

Il a également mentionné d'autres projets en cours, tels que la centrale solaire de Gara Djebilet, équipée d'un système de stockage intelligent, et le parc éolien d'Adrar.

M Hedna a souligné que l'avenir du pays repose sur la transition vers une énergie durable grâce à l'adoption d'un mix énergétique combinant énergies fossiles et énergies renouvelables.

Il a ajouté que l'Algérie produit actuellement environ 27 000 mégawatts d'électricité, dont seulement un tiers est consommé sur le marché intérieur. Face à cette situation, le président Abdelmadjid Tebboune a demandé au gouvernement de se tourner vers les marchés étrangers et d'exporter le surplus.

Au sujet de la coopération avec la compagnie d'électricité nigérienne

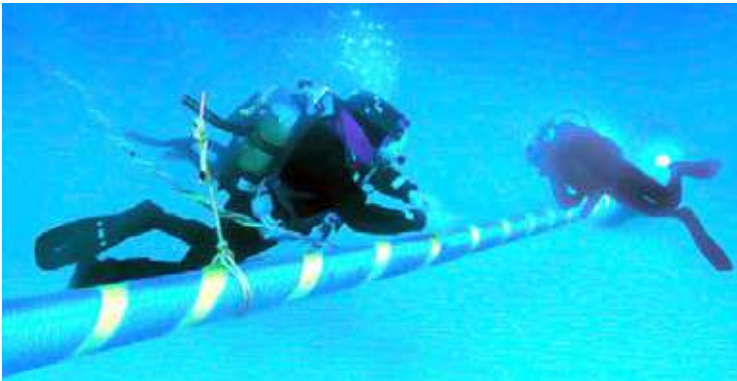
Nigelaç, il a indiqué que le ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables, par l'intermédiaire du groupe Sonelgaz, a lancé le processus de relance de la coopération dans plusieurs domaines. Il s'agit notamment du soutien au réseau électrique nigérien et du transfert d'expertise algérienne dans divers secteurs, en particulier par le biais de programmes de formation.

Il a réaffirmé à l'occasion l'engagement du gouvernement à activer un partenariat global fondé sur la mise en œuvre de grands projets stratégiques, conformément aux directives du président Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer la coopération entre l'Algérie et la République du Niger dans le secteur de l'énergie.

M Hedna a indiqué que le projet prévoit la construction d'une centrale électrique dans le quartier de Goro Banda, à Niamey, la capitale nigérienne. Ceci sera réalisé grâce à l'installation de deux turbines à gaz de 20 mégawatts, ce qui augmentera la capacité de production de 40 mégawatts supplémentaires. Cette installation contribuera à la stabilité du réseau électrique national du Niger, à l'amélioration de la qualité du service et à la satisfaction de la demande croissante en énergie.

Il a ajouté que cette mesure s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération bilatérale entre l'Algérie et le Niger, faisant suite à une série de préparatifs visant à garantir le succès de ce partenariat. Dans ce contexte, une réunion par visioconférence s'est tenue entre les représentants des deux entreprises, afin d'examiner les moyens d'accélérer la coopération et de finaliser les accords en cours d'examen.

Le groupe Sonelgaz à Niamey a également poursuivi sa mission technique dans le cadre du projet de centrale électrique, en apportant son soutien à la société Nigellaç sur les aspects techniques et logistiques. Ceci renforce la coopération Sud-Sud et soutient l'intégration énergétique entre l'Algérie et le Niger, contribuant ainsi



à la sécurité énergétique et au développement durable des deux pays.

Lors de ces réunions, un plan d'action conjoint a été établi et deux équipes de terrain ont été constituées, composées de représentants de Sonelgaz, du Ministère et de la société Nigellaç, afin d'accélérer la mise en œuvre et d'assurer la coordination entre les différentes parties prenantes.

La première équipe a été chargée d'inspecter le site de la centrale électrique et d'étudier les préparatifs pour l'installation des deux turbines à gaz, en veillant au respect des exigences techniques et en adoptant la feuille de route préalablement établie comme cadre de mise en œuvre. La seconde équipe a visité les sites proposés pour la construction de dépôts d'équipements électriques, où plusieurs propriétés ont été évaluées selon des critères techniques et logistiques afin de sélectionner l'emplacement le plus approprié pour soutenir les projets de réseaux de transport et de distribution.

M Hedna a souligné que cette dynamique reflète l'engagement de Sonelgaz à soutenir ses partenaires au Niger grâce à une approche intégrée combinant expertise technique, appui réglementaire et renforcement de la préparation opérationnelle sur le terrain, afin de garantir la réalisation des projets selon les normes les plus exigeantes.

L'expérience algérienne contribue également à la modernisation du secteur énergétique nigérien par le transfert d'expertise technique et numérique à la Société nigérienne d'électricité (NIGELAC). Cela comprend la formation du personnel à la gestion des réseaux et à la construction de centrales électriques de pointe, photovoltaïques et thermiques, ainsi que la numérisation des opérations de distribution afin d'améliorer l'efficacité du service et de garantir un approvisionnement stable en électricité.

Par ailleurs, le représentant du ministère de l'énergie et des énergies renouvelables a révélé que le groupe Sonelgaz a entamé la construction d'un dépôt central d'équipements électriques à Niamey afin de soutenir les projets électriques et de fournir les pièces détachées et les équipements nécessaires à l'extension des réseaux électriques haute, moyenne et basse tension.

Il a souligné que Sonelgaz possède une expérience considérable dans ce domaine, avec des taux d'intégration locale dans la fabrication et l'installation d'équipements électriques et gaziers atteignant parfois 70 à 100 %, faisant de l'Algérie un modèle d'investissement dans le secteur de l'énergie et des énergies renouvelables dans la région.

Il a insisté sur le fait que la coopération ne se limite plus à la construction d'installations, mais vise désormais à renforcer les capacités d'exploitation et de maintenance durables des projets.

Dans le cadre du renforcement du partenariat et du transfert d'expertise à d'autres pays africains, M. Hedna a expliqué la volonté de l'Algérie d'apporter son soutien au Burkina Faso sur l'ensemble de la chaîne de valeur du secteur électrique, notamment en matière de développement des capacités de production, de mise en œuvre et de suivi des projets de transport et de distribution d'électricité, ainsi que de maintenance des installations et de fourniture d'équipements.

Il a également indiqué que l'Algérie a conclu une série d'accords de partenariat stratégique avec le Mozambique afin de renforcer la coopération économique et énergétique. Ces accords portent notamment sur la réalisation de projets énergétiques et d'infrastructures, la création de dépôts de matériel électrique et des programmes de formation pour l'exportation du savoir-faire algérien. ■

CNMA

Signature d'une convention avec ANEXAL pour promouvoir les exportations

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) et l'Association nationale des exportateurs algériens (ANEXAL) ont signé une convention de partenariat stratégique visant à promouvoir l'exportation des produits agricoles et à accompagner les producteurs nationaux vers les marchés internationaux, a indiqué jeudi la CNMA dans un communiqué.

Signée mercredi au siège de la CNMA, cette convention s'inscrit dans une démarche de soutien à la diversification économique, en faisant de l'agriculture et de l'agro-industrie des leviers de création de valeur et de croissance, précise la même source.

A travers cet accord, la CNMA entend encourager les agriculteurs à intégrer la dimension export dans leurs stratégies de développement, en élargissant leurs débouchés commerciaux et en améliorant les standards de production, notamment en matière de qualité, de traçabilité et de conformité aux exigences des marchés extérieurs.

De son côté, l'ANEXAL mettra son expertise au service des producteurs et des opérateurs de l'agro-industrie pour les accompagner dans la compréhension des mécanismes du commerce international, des procédures réglementaires et des opportunités offertes par les marchés cibles, selon le communiqué.

La convention prévoit la mise en place d'un cadre structuré de collaboration réunissant producteurs agricoles, transformateurs et exportateurs, dans une logique de chaîne de valeur visant à organiser l'offre nationale et à renforcer sa compétitivité et sa durabilité sur les marchés internationaux.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cet accord, un programme de rencontres et d'actions de sensibilisation sera déployé tout au long de l'année 2026. Des sessions d'information régionales seront organisées afin d'initier les agriculteurs aux enjeux de l'exportation et de promouvoir l'ouverture vers les marchés extérieurs.

Une rencontre nationale regroupant producteurs agricoles, opérateurs de l'agro-industrie et exportateurs est également prévue pour examiner les perspectives de développement des filières à fort potentiel exportateur et les conditions nécessaires à leur compétitivité, conclut le communiqué.

R. E.

RAMADHAN

Disponibilité de viandes importées à des prix régulés

La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, a annoncé, jeudi à Alger, que le plan proactif mis en place par le Gouvernement en prévision du mois de Ramadhan a permis d'enregistrer une disponibilité de viandes importées à des prix régulés, indique un communiqué du ministère.

Lors de sa visite au salon «Ramadhan au Palais», organisé au Palais des expositions (Safex), où elle s'est enquis de l'opération d'approvisionnement en produits de large consommation

et a pris connaissance des réductions appliquées, la ministre a précisé que «le plan proactif adopté par le Gouvernement, en coordination avec les différentes instances concernées pour la préparation du mois de Ramadhan, a permis d'assurer une disponibilité des viandes importées de différents types et de mettre ce produit essentiel à la disposition du citoyen à des prix étudiés et régulés».

A cette occasion, Mme Abdellatif a donné des instructions à l'entreprise Magros, afin d'assurer la continuité de l'approvisionnement, de manière

à garantir la régulation de la chaîne de distribution et la satisfaction des besoins des marchés tout au long du mois de Ramadhan, notamment pour les produits connaissant une forte demande durant cette période.

Elle a également appelé à renforcer la coordination avec les agriculteurs et à leur permettre de commercialiser directement leurs produits aux consommateurs, ajoute la même source.

La ministre a également effectué une visite de travail et d'inspection à la direction régionale du commerce de

la wilaya d'Alger, où elle a suivi un exposé exhaustif présenté par le directeur régional du commerce, Hocine Moumen, sur le fonctionnement de la direction et ses missions en matière d'organisation et de contrôle du marché. Dans ce cadre, Mme Abdellatif a insisté sur la nécessité d'améliorer la performance des fonctionnaires et des cadres et de mobiliser les moyens humains et matériels disponibles, afin d'assurer un service public de qualité répondant aux attentes des citoyens et des opérateurs économiques, conclut le communiqué. R. E.

MOSTAGANEM

Programme d'investissement public de près de 20 milliards DA

Le programme d'investissement public pour l'année en cours comprend 127 opérations réparties sur 15 secteurs, pour une enveloppe financière globale estimée à 19 milliards et 520 millions de dinars.

La wilaya de Mostaganem a bénéficié d'un programme d'investissement public d'un montant avoisinant les 20 milliards de dinars, couvrant 15 secteurs de développement, au titre de l'exercice budgétaire en cours, a indiqué, hier, un communiqué des services de la wilaya. La même source a précisé que le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a présidé, mardi, une réunion du Conseil exécutif consacrée à la présentation du bilan des programmes et des opérations de développement inscrits au titre de l'année 2026, visant à consolider le cadre de vie des citoyens et à renforcer le développement local à travers les différentes communes. Le programme d'investissement public pour l'année en cours comprend 127 opérations réparties sur 15 secteurs, pour une enveloppe financière globale estimée à 19 milliards et 520 millions de dinars, souligne-t-on. Avec une enveloppe de 11 milliards de dinars, le secteur des travaux publics et des infrastructures a obtenu la plus grande part de ce programme, suivi du secteur de l'éducation (3,2 milliards de dinars), des ressources en eau et de l'hydraulique (1,4 milliard de dinars), du logement (1 milliard de dinars),



et enfin du secteur de la santé avec 830 millions de dinars. Selon les services de la wilaya, ces allocations budgétaires s'ajoutent aux crédits d'autres programmes de développement, notamment le programme de développement économique et social des communes (32 programmes), ainsi que le Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales (FSGCL).

Dans ce cadre, la wilaya a bénéficié d'une enveloppe de 3,5 milliards de dinars pour la réalisation de 252 opérations de développement dans le cadre du programme de développement économique et social, ainsi que de 2,9 milliards de dinars pour la réalisation de 228 opérations au titre du FGSL. Le wali a indiqué, lors de la réunion, que l'ensemble de ces programmes, dont la valeur to-

tale atteint 25 milliards de dinars et qui comprennent 483 opérations de développement, visent principalement à renforcer le développement local, à améliorer la qualité des services publics et à rehausser le cadre de vie des citoyens, tout en garantissant une répartition équitable des projets selon les besoins des communes et les priorités constatées sur le terrain. ■

DÉVELOPPEMENT À BOUIRA

Des projets imporatants pour Bordj Khris, Mezdour et Taguedit

Les trois communes de l'extrême sud de Bouira, à savoir Bordj Khris, Mezdour et Taguedit, ont bénéficié d'importants projets de développement dans les secteurs du logement, de la santé et de l'énergie, afin de consolider le cadre de vie des habitants. Pour s'enquérir de l'avancement de ces projets en cours de réalisation, la wali de Bouira, Mme Houria Aggoune, s'est rendue dans la matinée dans la commune de Bordj Khris, où elle a visité un chantier de réalisa-

tion de 40 logements sociaux. Sur place, elle a invité les responsables du projet à accélérer la cadence des travaux afin de les livrer dans les meilleurs délais. Non loin de ce chantier, un important projet de construction d'un hôpital de 80 lits est en cours. Les autorités locales de la wilaya, Mme Aggoune, en tête, se sont enquis de l'évolution du projet, qui accuse du retard, selon le constat établi sur place. Cette structure hospitalière, dont les travaux ont

été lancés en avril 2025, comprendra un service des urgences, un service de maternité et un service de chirurgie générale, a expliqué à l'APS M. Nabil Abboud, responsable à la direction de la santé publique (DSP) de Bouira. Ce dernier a attribué le retard enregistré dans la réalisation à « des lenteurs dans la coordination entre le bureau d'étude et l'entreprise réalisatrice ». Sur le site du chantier, la wali de Bouira, a appelé les responsables concernés à travailler ensem-

ble pour rattraper ce retard et livrer le projet dans les meilleurs délais. Les autorités locales se sont ensuite rendues dans la commune voisine de Mezdour pour superviser la mise en service d'un projet de raccordement à l'électricité de 57 foyers. « Ce projet a nécessité la réalisation d'un réseau de 3,7 km pour un montant de plus de 15 millions de dinars », a précisé Mme Widad Benyoucef, responsable à la direction de distribution de l'électricité et du gaz de Bouira. ■

RÉSEAU DE COLLECTE DES EAUX USÉES DE TIPASA

Réception en juillet prochain du projet d'extension



Le projet d'extension du système de collecte des eaux usées du centre-ville de Tipasa et son raccordement à la station d'épuration (STEP) de Chenoua sera réceptionné en juillet prochain, a-t-on appris, mercredi, de la direction locale des ressources en eau. Les travaux, lancés en décembre dernier, devraient être totalement achevés au mois de juillet, a indiqué le directeur local du secteur, Djoudi Bensalah, précisant que les travaux de ce projet d'envergure devant permettre de mettre fin aux rejets d'eaux usées au niveau de deux sites principaux, le port de pêche et de plaisance de Tipasa et un site archéologique, « a atteint un taux d'avancement estimé à 50 % ». Concernant les travaux de

pose de canalisation sur l'artère principale du centre-ville, à l'origine de perturbations de la circulation dues à la fermeture de certaines voies, le responsable a assuré que ces travaux seront finalisés avant la fin du mois de Ramadhan. Lors d'une visite effectuée mardi, le wali de Tipasa, Mohamed Amine Benchaouia, a insisté sur le respect des délais contractuels, notamment à travers l'application d'un système de travail en continu (24h/24), en vue d'accélérer la cadence des travaux et de livrer le projet avant la saison estivale, soit au mois de mai prochain, tout en soulignant l'impératif de rouvrir l'artère principale à la circulation avant la fin du Ramadhan. Le projet, doté d'une enveloppe de

Mascara 700 millions DA pour des projets de maintenance des chemins communaux

Une enveloppe financière de 700 millions de dinars a été allouée à la wilaya de Mascara pour la réalisation d'opérations de maintenance des chemins communaux, a-t-on appris, mercredi, auprès du wali, Fouad Aïssi.

Lors de sa rencontre périodique avec la presse locale consacrée à l'état du développement local, le wali a indiqué que cette enveloppe s'inscrit dans le cadre des programmes de développement socio-économique des communes pour l'exercice en cours. Elle sera dédiée à la réhabilitation des chemins communaux endommagés et en état de dégradation avancée.

Il a ajouté que les procédures de sélection des entreprises chargées des travaux ont déjà été entamées, prévoyant le lancement prochain des chantiers. Par ailleurs, le secteur des Travaux publics et des Infrastructures de base a bénéficié d'une étude pour la réalisation du doublement de la route nationale RN 6 reliant les wilayas de Mascara et Saïda. Les démarches pour le choix d'un bureau d'études spécialisé devant mener cette étude technique seront engagées prochainement. D'autre part, le wali a fait état d'une enveloppe de plus de 6,2 milliards de dinars consacrée à diverses opérations de développement à travers les 47 communes de la wilaya, dans le cadre des programmes de développement socio-économique et du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales. Ces projets devraient être lancés prochainement. Il a également été signalé l'inscription d'opérations de réhabilitation de la voirie urbaine dans les budgets communaux, notamment dans les quartiers et artères des grandes villes telles que Mascara, Mohammadia, Tighennif, Sig et Ghriss, ainsi que Bouhanifia. A noter que la ville de Mascara bénéficiera d'un projet d'aménagement de ses deux entrées principales : l'entrée nord-ouest en direction de la wilaya d'Oran et l'entrée nord-est vers Alger, dans le cadre des efforts visant à améliorer l'aspect esthétique et urbain des accès au chef-lieu de wilaya, en adéquation avec son statut historique et architectural.

Tables de l'iftar Un élan national de solidarité et de partage



Durant le mois sacré de Ramadhan, les rues et les quartiers des villes algériennes renouent avec l'une des traditions les plus ancrées, à savoir l'installation des tables de l'iftar au profit des jeûneurs, illustrant les valeurs de solidarité et d'entraide qui caractérisent la société algérienne. Parmi les acteurs les plus engagés dans cette initiative solidaire figurent les Scouts musulmans algériens (SMA) qui organisent, chaque Ramadhan, de vastes opérations de solidarité traduisant l'esprit de responsabilité et de bénévolat de ses membres. A ce propos, le responsable national de la solidarité, de l'aide et des services communautaires au sein des SMA, Ahmed Ramdani, a indiqué à l'APS qu'il a été procédé à l'ouverture de «624 restaurants» destinés aux jeûneurs de passage, à travers le territoire national. Ces restaurants assurent la préparation et la distribution de «plus de 100.000 repas chauds par jour, élaborés selon les normes de sécurité sanitaire et alimentaire», a précisé M. Ramdani. A cet effet, «près de 80.000 bénévoles ont été mobilisés à travers le pays», a-t-il ajouté, relevant que ce genre d'initiatives met en lumière l'importance du bénévolat en tant que «pilier fondamental dans l'édification d'une société cohésive et solidaire». De son côté, le Croissant rouge algérien (CRA) poursuit la mise en œuvre de son programme national de solidarité, avec l'ouverture de «447 restaurants» et l'installation de «17 chapiteaux», en plus de la distribution des repas de l'iftar au niveau de trois aéroports internationaux, a déclaré la chargée de communication de cette organisation, Mme Hanaa Betib. Le restaurant ouvert à la gare routière du Caroubier (Alger) est «l'un des points phares» du CRA, avec une capacité d'accueil dépassant «1.600 jeûneurs par jour», ce qui en fait «un modèle de l'action solidaire», en raison de l'afflux quotidien de voyageurs, poursuit Mme Betib. Le nombre total de repas distribués par le CRA à travers ses différents points «dépassé 200.000 repas par jour», grâce à la contribution et à l'encadrement de plus de «14.000 bénévoles» mobilisés pour la préparation des repas et l'organisation des opérations de distribution. Au-delà des chiffres, les tables de l'iftar demeurent un message humanitaire qui reflète la cohésion de la société algérienne imprégnée des valeurs de solidarité, ainsi que de l'esprit du bénévolat qui incarne le sens du partage et de l'altruisme.

CRISE DU SOMMEIL CHEZ LES ADOLESCENTS

Risques majeurs pour la santé mentale

La crise du sommeil chez les adolescents s'aggrave, une étude révèle les effets graves sur la santé mentale. Les adolescents qui dorment moins de cinq heures chaque nuit sont confrontés à un risque de santé significatif.

De nombreux adolescents passent la journée en mauvaise forme en raison de la diminution continue du temps de sommeil. Entre les devoirs, les activités extrascolaires et l'usage prolongé des écrans le soir, de nombreux jeunes ne parviennent pas à respecter la durée de repos recommandée, soit 8 à 10 heures par nuit, ce qui des risques majeurs sur leur santé. Selon les experts, le manque de sommeil n'entraîne pas seulement une sensation de fatigue, mais a également un impact grave sur la santé physique et mentale. Selon les dernières études publiées dans le journal JAMA, le sommeil des adolescents continue de se réduire et les conséquences sur leur santé mentale et physique deviennent alarmantes.

Dormir moins de cinq heures par nuit expose les adolescents à des risques sanitaires élevés. Le rapport, cité par le New York Post, pointe notamment des horaires scolaires trop précoces et l'utilisation des écrans jusqu'à tard comme causes majeures de cette privation de sommeil. Selon le Dr Courtney Bancroft, directeur clinique de la santé comportementale digitale chez Northwell Health, il y a une véritable crise du sommeil chez les adolescents, une situation qui s'aggrave et constitue une urgence sanitaire. L'analyse de données sur 16 ans montre que la proportion d'adolescents souffrant d'un manque de sommeil est passée de 69 % en



2007 à presque 77 % en 2023. Et même ceux qui limitent l'usage des téléphones et tablettes à moins de quatre heures par jour peuvent présenter une mauvaise qualité de sommeil. Les spécialistes expliquent que des facteurs biologiques aggravent le problème. «Le rythme circadien des adolescents évolue avec l'âge. Leur cerveau ne commence à produire de la mélatonine qu'aux alentours de 23 heures, ce qui retarde naturellement

leur sensation de sommeil. «Les neuroscientifiques soulignent que le sommeil est crucial pour consolider la mémoire et réguler les émotions. Une privation chronique augmente le risque de dépression et diminue les capacités cognitives.

Un sommeil insuffisant à l'adolescence peut perturber le développement du cortex préfrontal, affectant la prise de décision et le contrôle des impulsions. » Les conséquences sont

déjà visibles : hausse de l'anxiété et de la dépression, troubles cognitifs et augmentation du risque suicidaire, affectant même les adolescents qui mènent une vie normale. Pour limiter ces risques, les experts recommandent de réduire l'usage des écrans avant le coucher, adapter les horaires scolaires au rythme biologique des adolescents et sensibiliser familles et enseignants à l'importance d'un sommeil suffisant. **A. B.**

CENTRE DE LUTTE CONTRE LE CANCER À ORAN

Un Ramadhan au goût de solidarité

Quelques minutes avant la rupture du jeûne, une atmosphère singulière enveloppe le service d'oncologie pédiatrique du Centre anti-cancer «Emir Abdelkader» d'Oran. Rien ne ressemble aux soirs ordinaires. Dans ces couloirs où la douleur côtoie le courage et l'odeur des désinfectants se mêle aux parfums réconfortant de la chorba fumante, le Ramadhan prend un autre visage : celui de la solidarité en action. A l'entrée du service, de jeunes bénévoles franchissent discrètement les portes, chargés de marmites encore chaudes, de cagettes de fruits et de boîtes de gâteaux. Malgré la fatigue, les visages restent lumineux. Les regards échangés en disent long : il ne s'agit pas seulement de distribuer des repas, mais d'honorer un engagement humain profond. Dans un coin du couloir, l'organisation est millimétrée. Les plateaux s'alignent : soupe chaude, plat principal, salade fraîche, dattes, jus, et douceurs traditionnelles - chamia et Sboe El Cadi - qui rappellent les tables familiales du mois sacré. Chaque jour, 250 repas sont préparés. Pas uniquement pour apaiser la faim, mais pour transmettre un message simple et puissant : «Nous sommes avec vous».

Certains enfants rejoignent eux-mêmes le point de service, soutenus par leurs mères ou par cette force fragile qu'est l'espoir. D'autres, affaiblis par



les traitements, reçoivent la visite des bénévoles dans leurs chambres. De légers coups frappés à la porte, une sourire sincère, un «Ramadhan Karim» murmuré avec douceur : parfois, il suffit de peu pour raccourcir la distance entre les cœurs. L'initiative est portée par l'Association d'aide aux enfants cancéreux, en collaboration avec des bienfaiteurs fidèles. Depuis plus de 26 ans, l'association accompagne les patients et leurs familles sur les plans médical, social et psychologique, inscrivant son action dans la continuité et la discrétion.

Son président, Mohamed Bensekrane, souligne que cette opération est devenue un rendez-vous immuable du mois sacré au sein de l'établissement hospitalier. Enfants, adultes, accompagnants : personne n'est

oublié. Une attention particulière est accordée aux mères, présentes jour et nuit aux côtés de leurs enfants. Pour beaucoup venues de wilayas éloignées, loin de leurs proches, ces repas représentent bien plus qu'un soutien matériel : ils sont une présence, un réconfort, une main tendue. Dans une chambre baignée de lumière tamisée, une jeune mère veille son fils, âgé de quatre ans à peine. Lorsqu'un bénévole lui remet son plateau d'iftar, elle esquisse un sourire discret. Venue d'une région lointaine pour soigner son enfant, elle confie que l'éloignement familial pèse lourd pendant le Ramadhan.

«Ce geste compense beaucoup», murmure-t-elle. «Il nous apporte un peu de la chaleur que nous laissons derrière nous», ajoute-t-elle, le regard trahissant l'émotion. Ouahid

Benkinane, coordinateur de l'opération, rappelle que des donateurs financent fidèlement cette action depuis des années. Les 250 repas quotidiens sont préparés selon des normes sanitaires rigoureuses. «Offrir un repas chaud à ceux qui viennent de loin n'est pas seulement un acte bénévole, c'est un devoir humain», insiste-t-il. La solidarité dépasse d'ailleurs les murs du centre. Elle s'étend également à la maison d'accueil des malades atteints de cancer sise rue Maoued Ahmed, dotée de 12 lits. Là aussi, les repas sont distribués dans la même discrétion, avec la même attention. Dans les couloirs, Brahim Sekkal, bénévole, marche d'un pas rapide. Il porte les plateaux, en semant des mots simples qui allègent les craintes. «Parfois, un sourire suffit. Il peut soulager une mère épuisée par l'angoisse ou redonner un peu de force à un enfant fatigué», dit-il.

Puis vient l'instant attendu. L'appel de la rupture du jeûne résonne. Un silence profond s'installe. Les mains se lèvent en prière. L'iftar commence dans une sérénité presque palpable. Ici, la nourriture n'est pas qu'un repas. Elle devient message de vie, promesse de soutien, témoignage d'humanité. Et dans chaque cuillerée de soupe, dans chaque dattes partagée, se raconte une histoire de solidarité écrite sans bruit et portée par l'espoir. ■

UN MARCHÉ DES MATIÈRES PREMIÈRES CONTRASTÉ EN FÉVRIER

Métaux précieux et céréales en tête



Les tensions internationales et les conditions climatiques ont influencé les marchés des matières premières en février, propulsant les métaux précieux et les céréales en tête.

Les marchés des matières premières ont connu en février des évolutions contrastées, influencées par les tensions géopolitiques et les aléas climatiques, selon l'agence Anadolu. Les métaux précieux, l'énergie et certaines céréales ont enregistré des hausses, soutenues par les conflits internationaux et la recherche de valeurs refuges. À l'inverse, les métaux de base et certaines matières premières « soft » – comme le cacao, le café et le sucre – ont été pénalisés par des excédents agricoles et des incertitudes économiques, tandis que le riz a évolué à contre-courant des autres céréales. Les métaux précieux ont progressé le mois dernier, portés par les tensions entre les États-Unis et l'Iran, l'annulation par la Cour suprême des États-Unis des droits de douane instaurés par le président Donald Trump, et le recul du rendement des obligations américaines à dix ans. L'or a gagné 8,9 %, clôturant février à 5.280 dollars l'once, marquant sa septième hausse mensuelle consécutive, une première en 53 ans. Les investisseurs se sont tournés vers cette valeur refuge dans un contexte de tensions géopolitiques, d'évolution de la politique commerciale américaine et d'inquiétudes persistantes concernant une possible surévaluation

des actions technologiques et liées à l'intelligence artificielle. La fin des congés du Nouvel An chinois et les résultats financiers de Nvidia ont également soutenu le métal jaune. L'argent a bondi de 12,6 %, bénéficiant de son attrait de valeur refuge et de la baisse des stocks sur le marché à terme COMEX. Le platine a progressé de 8,5 %, soutenu par des contraintes d'approvisionnement et son utilisation dans la production d'énergie à hydrogène, ainsi que par la demande croissante dans la joaillerie et l'industrie, tandis que le palladium a gagné 4,2 %. Les métaux de base ont évolué de manière contrastée : le cuivre a augmenté de 1,1 %, porté par la demande structurelle liée aux énergies renouvelables et aux centres de données, ainsi que par la décision de l'Indonésie de réduire les quotas de production de sa plus grande mine. Le nickel a progressé de 0,8 %, tandis que le plomb et le zinc ont reculé respectivement de 1,8 % et 2,2 %, l'aluminium restant stable. En février, le pétrole Brent a progressé de 4,8 %, dans un contexte de tensions géopolitiques accrues et de stocks inférieurs aux attentes dans les pays de l'OCDE. Le gaz naturel a en revanche chuté de 22,4 % sur le New York Mercantile Exchange, en raison d'anticipations d'une demande hivernale plus faible. Les céréales

ont globalement progressé : le soja a bondi de 10 %, stimulé par la hausse des prix du pétrole et la demande pour les biocarburants, alors que l'Agence américaine de protection de l'environnement devrait soumettre à la Maison-Blanche une proposition fixant de nouveaux volumes d'incorporation. Le blé a grimpé de 9,9 %, impacté par les températures glaciales aux États-Unis et des exportations dépassant les attentes. Le maïs a augmenté de 4,7 %, soutenu par de fortes exportations américaines et la prévision d'une baisse des superficies semées au printemps, tandis que des prévisions de récolte en recul en Afrique du Sud pour 2026 ont également contribué à la hausse. Le riz a reculé de 5,8 % après une révision à la hausse des estimations de production mondiale. Parmi les matières premières « soft », le cacao a chuté de 30,7 % par tonne et le café de 15,5 % par livre, anticipant une récolte record au Brésil. Le sucre a baissé de 2,2 %, à 1,334 \$ la livre, son plus bas niveau depuis octobre 2020, sous l'effet d'une demande en recul et de stocks en hausse chez des producteurs comme la Côte d'Ivoire et le Ghana, tandis que le coton a progressé de 3,5 %, évoluant à contre-courant des autres matières premières « soft ».

R.I

Est de la RDC

Plus de 200 morts dans un éboulement sur un site minier

Plus de 200 personnes ont perdu la vie dans un éboulement survenu mardi sur un site minier artisanal à Rubaya, dans le territoire de Masisi, province du Nord-Kivu, a annoncé le ministère des Mines dans un communiqué officiel jeudi. Selon ce communiqué, ce drame est survenu le 3 mars 2026 à la suite de pluies diluviennes exceptionnelles ayant provoqué un glissement de terrain massif qui a englouti plusieurs galeries minières exploitées artisanalement. « À la suite de pluies diluviennes exceptionnelles, ce glissement de terrain massif a englouti plusieurs galeries situées dans cette zone actuellement sous occupation de la rébellion AFC/M23 », indique le ministère. Le bilan provisoire fait état de plus de 200 compatriotes décédés, dont environ 70 enfants mineurs. Plusieurs blessés ont également été évacués vers des structures sanitaires de la ville de Goma pour y recevoir des soins appropriés. Le gouvernement congolais a dénoncé avec fermeté les conditions précaires d'exploitation minière dans ces zones échappant au contrôle de l'État, soulignant que l'absence forcée des services d'encadrement, notamment le Service d'assistance et d'encadrement des mines artisanales et à petite échelle (SAEMAPE) ainsi que des services de régulation, expose les exploitants artisanaux à de graves risques. Le communiqué rappelle que le site minier de Rubaya avait été reclassé en « zone rouge » par arrêté ministériel en février 2025, une décision prorogée en novembre de la même année, conformément aux normes du mécanisme régional de certification de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et aux directives de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur les chaînes d'approvisionnement responsables en minerais. Ce statut interdit formellement toute extraction et commercialisation de minerais dans cette zone, en raison notamment des violations des droits humains, du travail forcé et de la présence de groupes armés. Face à cette tragédie, le ministère des Mines indique suivre, à travers sa division délocalisée à Beni, l'évolution des opérations de secours en collaboration avec les partenaires humanitaires, tout en plaidant pour une protection renforcée des enfants. Le gouvernement congolais a également réaffirmé l'urgence du rétablissement de l'autorité de l'État dans cette partie du territoire afin de mettre fin à l'exploitation illégale et dangereuse des ressources naturelles.

CONFLIT AU SOUDAN 32 MORTS EN 24 HEURES LORS D'AFFRONTEMENTS AU KORDOFAN

Au moins trente-deux personnes ont été tuées et plus de 80 autres ont été blessées dans des affrontements et frappes de drones lors des dernières 24 heures au Kordofan, région stratégique du centre du Soudan à l'épicentre des combats entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide (FSR), selon des sources médicales locales. L'armée soudanaise a affirmé jeudi avoir repris aux FSR la ville de Bara, une des lignes mouvantes du front dans cette région cruciale pour le contrôle de ce vaste pays d'Afrique de l'Est. Depuis des mois, l'armée s'emploie à repousser les offensives des FSR sur l'axe reliant la capitale Khartoum, qu'elle contrôle, à la région du Darfour (ouest), aux mains des FSR. La guerre a déjà fait des dizaines de milliers de morts et des millions de déplacés, provoquant ce que l'ONU qualifie de « pire crise humanitaire au monde ». Le conflit s'est intensifié ces derniers mois avec un recours accru aux drones. Mercredi, une frappe de drone a fait 18 morts et 25 blessés à Al-Mojlad, une ville contrôlée par les FSR près de la frontière avec le Soudan du Sud, selon un médecin de l'hôpital de la ville. Jeudi, « neuf personnes ont été tuées et 50 blessées dans des tirs d'artillerie et des frappes de drones » à Dilling, au Kordofan-Sud, selon une source médicale. Mercredi, une frappe sur Dilling avait fait 5 morts et 7 blessés, selon la même source médicale. En mission à Dilling le 1er mars, Louise Brown, coordinatrice humanitaire de l'ONU au Soudan, a fait état de « combats majeurs » en évoquant les « civils piégés » dans cette ville et l'urgence humanitaire : « cette guerre, c'est de la folie », a-t-elle dit dans une vidéo diffusée par l'ONU. Jeudi, la prise de Bara a été suivie par une frappe de drone contre un bâtiment public à El-Obeid, a indiqué un responsable local à la presse en imputant l'attaque à « la milice des FSR ».

DJIBOUTI QUATRE ENFANTS TUÉS DANS UNE EXPLOSION

Quatre enfants ont été tués dans une explosion dans le sud de Djibouti, ont indiqué mercredi les autorités de ce pays de la Corne de l'Afrique, sans donner plus de détails. Les quatre enfants ont été tués dans une « explosion » survenue lundi dans la région de Dhikil, a affirmé le procureur de la République de Djibouti, Hassan Mohamed Hassan dans un communiqué publié mardi soir, évoquant un « événement tragique ». Une équipe a été « déployée sur les lieux afin de déterminer l'origine de l'explosion », a-t-il poursuivi. Selon une organisation humanitaire, les victimes étaient « deux enfants âgés de 6 et 7 ans (une fillette et un garçon) » qui « ont été tués sur place et (mardi) deux autres ont succombé à leurs blessures ». Six autres enfants ont été également blessés, dont un se trouve dans un état grave.

CRB

Benguit, Keddad et Chaâl prolongent

Le CR Belouizdad a annoncé la prolongation de contrat de trois joueurs cadres de son effectif, le gardien Farid Chaâl, désormais lié au club jusqu'en 2028, ainsi que le défenseur Chouaib Keddad et le milieu de terrain et capitaine Abder-raouf Benguit, qui ont repilé jusqu'en 2030, a indiqué le club pensionnaire de la Ligue 1 de football, mercredi soir dans un communiqué.

«Cette démarche s'inscrit dans la vision du club tendant à préserver un noyau solide et homogène, capable de poursuivre le travail avec la même ambition et le même engagement, en préparation des prochaines échéances nationales et continentales», explique la même source.

L'annonce a été faite au lendemain de la qualification du Chabab pour les demi-finales de la Coupe d'Algérie, décrochée mardi soir face au MC Alger (3-2, après prolongation), au stade Nelson-Mandela de Baraki. Les Rouge et Blanc affronteront lors de la prochaine tournée du CS Constantine, le 7 avril au stade Chahid-Hamlaoui de Constantine. L'autre demi-finale opposera le CA Batna à l'USM Alger.



COUPE D'ALGÉRIE

Des affiches explosives pour le dernier carré

La Coupe d'Algérie version 2025-2026 s'apprête à entrer dans sa phase décisive avec des demi-finales qui s'annoncent particulièrement explosives. Après des quarts de finale riches en suspense et en intensité, quatre formations ont réussi à décrocher leur billet pour le dernier carré et rêvent désormais de se hisser en finale pour se rapprocher du prestigieux trophée. Les affiches opposeront le CS Constantine au CR Belouizdad, ainsi que le CA Batna à l'USM Alger, deux confrontations qui promettent beaucoup de spectacle et d'intensité.



Tenant du trophée et co-recordman de la compétition avec neuf titres, l'USM Alger continue d'afficher clairement ses ambitions. Les Rouge et Noir ont validé leur qualification mercredi soir au stade olympique du 5-Juillet en disposant de la JS Saoura sur la plus petite des marges (1-0). Les Algérois ont trouvé la faille à la 35e minute grâce à leur capitaine Saâdi Redouani, qui a surgi au second poteau pour tromper la vigilance du portier Abdelkadir Salhi. Après la pause, les Sudistes ont tenté de revenir dans la rencontre, mais la défense usmiste s'est montrée solide pour préserver ce précieux avantage.

En demi-finale, les hommes de Soustara auront cependant fort à faire face à une équipe du CA Batna en pleine confiance. Leader de la Ligue 2 amateur (groupe Centre-Est), le club des Aurès rêve de créer l'exploit. Les Batnéens ont arraché leur qualification en écartant le

MC Saïda (1-0) dans un stade du 1er Novembre 1954 en fusion. L'unique but de la rencontre a été inscrit par Mounib Benmerzoug, auteur d'une frappe puissante des 25 mètres dès la 17e minute. Malgré l'expulsion du milieu saïdi Mohamed Amine Baroud en seconde période, les Batnéens ont surtout fait preuve d'une grande solidarité pour préserver leur avantage. Bien qu'engagé dans la course à l'accession, le CAB abordera cette demi-finale avec l'envie de surprendre et d'éliminer l'un des géants du football national.

Le Chabab compte aller au bout

Dans l'autre demi-finale, le choc entre le CS Constantine et le CR Belouizdad promet également une confrontation de haut niveau. Les Belouizdadis se sont qualifiés à l'issue d'un derby algérois spectaculaire face au MC Alger (3-2 après prolongation). Finaliste malheureux de la dernière édition de la Coupe d'Algérie, le Chabab compte bien cette fois aller au bout. Dans

une saison de championnat compliquée, la coupe représente un objectif majeur pour les Rouge et Blanc qui visent un dixième sacre dans l'épreuve populaire.

De son côté, le CS Constantine a dû lutter jusqu'aux derniers instants pour se défaire du courageux JSM Béjaïa. Les Sanafir ont finalement arraché leur qualification grâce à un penalty transformé dans le temps additionnel (90e+6) par Réda Boumechra au stade Chahid-Hamlaoui. Face au CRB, les Constantinois nourrissent l'espoir de décrocher enfin ce trophée tant convoité et comptent bien jouer leur chance à fond.

Ainsi, les demi-finales prévues le 7 avril prochain s'annoncent palpitantes. Entre des favoris historiques déterminés à enrichir leur palmarès et des outsiders prêts à créer la surprise, le dernier carré de cette édition promet une bataille intense pour une place en finale. La Coupe d'Algérie, fidèle à sa réputation, continue de réserver son lot d'émotions et de suspense.

H.M.

1/4 de final de la Ligue des champions d'Afrique

Ghorbal à la VAR pour Stade Malien-Mamelodi Sundowns

L'arbitre international algérien Mustapha Ghorbal sera en charge de l'assistance vidéo à l'arbitrage (VAR), lors du match Stade Malien - Mamelodi Sundowns d'Afrique du Sud, prévu le 22 mars à Bamako (17h00, heure algérienne), pour le compte des quarts de finale (retour) de la Ligue des champions d'Afrique de football, a indiqué la Confédération africaine. (CAF). La rencontre sera dirigée par l'arbitre tunisien Mehrez Malki, assisté de son compatriote Khalil Hasani (1er assistant) et de l'Algérien Akaram Abbès Zerhouni (2e assistant). La première manche se jouera le 13 mars au stade Loftus Versfeld à Pretoria (19h00, heure algérienne).

MC Oran

Cherif El-Ouezzani à la barre technique

Le MC Oran, club de Ligue 1 algérienne de football, a officialisé jeudi la nomination de Cherif El-Ouezzani Taher au poste d'entraîneur de l'équipe première, après la signature de son contrat.

Ancien international algérien, Cherif El-Ouezzani avait rejoint le club l'été dernier en tant que directeur sportif. Il avait pris les commandes de l'équipe de manière temporaire lors des trois dernières journées, après la résiliation du contrat de l'entraîneur espagnol Juan Carlos Garrido.

Sous sa direction, les «Hamraoua» ont décroché sept points lors de ces trois matchs, avec deux victoires et un match nul à l'extérieur, permettant à l'équipe oranaise de grimper à la cinquième place du championnat avec 30 points après 20 journées, tout en comptabilisant un match en retard.

La direction du club n'a pas précisé si l'ancien milieu de terrain du MCO

conservera également son poste de directeur sportif ou si un autre technicien sera nommé à cette fonction.



CAN féminine 2026

Le tournoi reporté au 25 juillet

La Coupe d'Afrique des nations féminine CAN-2026, prévue initialement du 17 mars au 3 avril, a été reprogrammée et se jouera finalement du 25 juillet au 16 août prochains, a annoncé la Confédération africaine de football (CAF), jeudi sur son site officiel.

«Après des discussions entre la CAF et ses partenaires, la FIFA et d'autres parties participent, la CAF a décidé de reprogrammer les dates de la

CAN-2026, du 25 juillet au 16 août 2026, afin d'assurer le succès de cette importante compétition féminine, compte tenu de certaines circonstances imprévues», explique l'instance continentale dans un communiqué. «Les préparatifs pour la CAN-2026 sont en cours et toutes les parties sont confiantes quant à sa réussite», conclut l'instance africaine. La sélection algérienne, qui fera partie pour la 7e fois de son histoire à la phase finale de la CAN, évoluant dans le groupe A, en compagnie

du Maroc, du Sénégal et du Kenya. Lors de la précédente édition disputée en 2024 (décalée à 2025), les joueuses du coach national, Farid Benstiti, avaient réalisé une performance historique, en atteignant les quarts de finale, avant de s'incliner devant le Ghana (0-0, aux tab : 2-4). Les Algériennes avaient validé leur ticket pour la phase finale de la CAN-2026 après leur victoire en aller et retour face au Cameroun (2-1 à Oran et 1-0 à Douala) en octobre 2025.

GYMNASTIQUE/COUPE DU MONDE-2026 (2E ÉTAPE)

Kaylia Nemour qualifiée en finale des barres asymétriques

La gymnaste algérienne Kaylia Nemour s'est qualifiée, jeudi, en finale des barres asymétriques de la 2e étape de la Coupe du monde de gymnastique artistique féminine, qui se déroule à Bakou en Azerbaïdjan. La championne olympique 2024 de la spécialité, s'est hissée en finale en terminant à la troisième place des qualifications avec une note de 14.066. La première place des qualifications est revenue à la Russe Leila Vasileva (14.166) devant sa compatriote Anna Kalmykova (14.066). Pour sa part, la deuxième représentante algérienne dans la compétition, Luna Hammames, n'a pas réussi à se qualifier en finale des barres asymétriques, prévue samedi à Bakou. Cette étape à Bakou fait suite à celle de Cottbus en Allemagne (février 2026), où la championne olympique Kaylia Nemour a remporté une médaille d'argent à la poutre. Après la deuxième étape à Bakou (Azerbaïdjan), la compétition se poursuivra à Antalya (Turquie), Le Caire (Égypte) et Osijek (Croatie), avant de se conclure à Doha (Qatar) du 14 au 18 avril. Selon la Fédération internationale de gymnastique, les champions olympiques Kaylia Nemour (ALG), Rhys McClenaghan (IRL), et Eleftherios Petrounias (GRE) sont les têtes d'affiche d'un plateau relevé lors de l'étape de Coupe du monde de Bakou, où stars de retour et jeunes prétendants promettent un spectacle de haut niveau.

ATLÉTICO MADRID

Julian Alvarez pas à vendre

L'Atlético a adressé un avertissement ferme à Arsenal et Barcelone concernant l'avenir de son attaquant vedette Alvarez. Selon certaines informations, Mikel Arteta souhaiterait faire revenir l'ancien joueur de Manchester City en Premier League afin de renforcer les options offensives des Gunners, tandis que Barcelone le considérerait comme un successeur potentiel à long terme de Robert Lewandowski.

Cependant, le président de l'Atlético, Cerezo, est catégorique: l'international argentin reste un élément fondamental du projet à long terme du club madrilène, et insiste sur le fait que le club n'a aucune intention d'étudier les offres, malgré l'intérêt croissant de l'étranger.

S'adressant aux journalistes en Espagne, Cerezo a clairement indiqué qu'Alvarez était considéré comme un atout intouchable. Interrogé sur la possibilité d'un transfert, le président du club a répondu fermement afin de protéger l'investissement du club. «Il est joueur de l'Atlético Madrid et il a un contrat avec nous. Il vaut beaucoup parce qu'il est avec nous, et il n'est pas à vendre», a déclaré le président aux médias réunis.

Le joueur de 26 ans a connu une nouvelle saison solide à Madrid, marquant 14 buts et délivrant six passes décisives toutes compétitions confondues, aidant l'Atlético à atteindre la finale de la Copa del Rey et les huitièmes de finale de la Ligue des champions.

Discussions dans la salle du conseil à Barcelone Malgré l'attrait financier d'une éventuelle guerre des enchères entre le Barça et Arsenal, la position de Cerezo suggère que l'attaquant ne bougera pas, le club cherchant à tirer parti des progrès réalisés cette saison.

Ces commentaires ont été formulés alors que l'Atlético se préparait pour le match retour de la demi-finale de la Copa del Rey contre Barcelone au Spotify Camp Nou. Avant le match, qui a vu l'Atlético se qualifier pour la finale avec un score cumulé de 4-3 malgré une défaite 3-0 ce soir-là, les dirigeants des deux équipes se sont réunis pour un déjeuner traditionnel où les rumeurs de transfert dominant souvent la conversation.

Mateu Alemany, directeur du football professionnel de l'Atlético, était présent à la réunion et n'a pas tardé à démentir les rumeurs selon lesquelles Alvarez aurait fait l'objet de discussions entre les deux clubs.



FC BARCELONE

COUPE DE FRANCE

Lens atteint le dernier carré

Lens s'est qualifié pour les demi-finales de la Coupe de France en s'imposant aux tirs au but face à Lyon (2-2, 5 tab à 4), jeudi au Groupama stadium, après avoir mené 2-0 à la mi-temps.



Au prochain tour, les Lensois recevront Toulouse, le 22 avril.

Florian Thauvin a converti le cinquième et dernier tir au but du Racing, qui a réalisé un sans faute dans cet exercice, et a été déterminant pour son équipe.

L'ancien joueur de Marseille, des Tigres de Monterrey et l'Udinese a ouvert la marque en reprenant un tir du Saoudien Saud Abdelhamid mal négocié par le gardien Rémy Descamps, choisi à la place de Dominik Greif pour jouer en Coupe (23).

Thauvin (33 ans), qui a déjà marqué sept buts en Ligue 1 (3 passes décisives) a encore été à la manœuvre sur le deuxième but de son équipe en délivrant une bonne passe au Sénégalais Abdallah Sima qui a porté le score à 2-0 d'un tir puissant (45+3).

Sima, qui a marqué son quatrième but en Coupe de France, ne devait pas débiter mais il a remplacé au pied levé Wesley Saïd, blessé à l'échauffement.

Cette avance de deux buts à la mi-temps était tout à fait méritée pour les Artésiens qui ont très bien engagé la partie, imposant une forte pression aux Lyonnais, battus notamment dans l'entrejeu.

Outre les deux buts, Moussa Niakhaté a sauvé son équipe devant Odsonne Edouard (34) avant que ce dernier ne pousse Descamps à s'interposer du pied (43).

Pour l'entraîneur de Lens, Pierre Sage (46 ans), cette qualification est forcément un moment singulier.

Il revenait pour la première fois au Groupama stadium après avoir été limogé par l'OL et John Textor en janvier 2025 pour laisser la place au Portugais Paulo Fonseca, toujours en poste depuis.

Auparavant, pour sa première expérience sur

un banc professionnel, Sage avait contribué à sauver l'OL de la relégation. Après avoir pris l'équipe à la dernière place du classement fin 2023, il l'avait menée au 6e rang en championnat, à une qualification en Ligue Europa et en finale de la Coupe de France.

Himbert, une entrée décisive

Pour l'OL, c'est une nouvelle déception avec cette élimination consécutive aux défaites en championnat à Strasbourg (3-1) et Marseille (3-2).

Il faudra réagir dès dimanche contre Paris FC au Groupama stadium en championnat puis en Ligue Europa, en 8e de finale, sur le terrain du Celta Vigo.

Après une première période totalement ratée au cours de laquelle Lyon n'a pas été menaçant, les Lyonnais ont bien réagi après la mi-temps, mettant à leur tour la pression sur les Lensois qui se sont montrés fébriles sur la fin de match.

Après avoir été proche de marquer avec un tir heurtant la barre (63), l'Ukrainien Roman Yaremchuk a réduit le score en reprenant de la tête un centre délivré de l'aile gauche de Rémi Humbert (18 ans), entré en jeu peu avant (2-1, 67).

C'est le premier but avec Lyon de l'international ukrainien, recruté fin janvier. Il a concrétisé une bien meilleure seconde période de l'OL récompensée par un but marqué au bout du temps additionnel par Himbert, déjà buteur à Marseille, le 1er mars.

Le jeune attaquant a bénéficié de la pression exercée par Corentin Tolisso sur le gardien Robin Rissier pour égaliser (90+4) et arracher la séance de tirs au but, fatale à l'OL.



PREMIER LEAGUE

Tottenham désormais relégable

Tout avait pourtant bien commencé avec ce but refusé à Ismaila Sarr pour une poignée de centimètres (29e), et l'ouverture du score dans la foulée de Dominic Solanke (34e). Mais au cœur d'une saison cauchemardesque, il était écrit que les choses allaient vite se compliquer pour Tottenham, ce jeudi, contre Crystal Palace.

Désormais engagés dans une lutte pour le maintien, bien loin de leurs standards européens, les Spurs ont encore sombré chez eux avec un revers 3-1, le tout dans un stade qui s'est rapidement vidé. Car une fois pris les devants, ils ont réussi à tout gâcher avec une fin de première période plombée par le carton rouge de Micky van de Ven (38e) et trois buts encaissés en fin de première période.

En supériorité numérique, les Eagles ont pu dérouler avec un doublé de l'ancien ailier marseillais Sarr (40e, 45e+7) et une autre réalisation de Jorgen Strand Larsen (45e+1), la recrue hivernale achetée 50 millions d'euros à Wolverhampton. Pour Tottenham, cette défaite est déjà la 14e de la saison en 29 journées de Premier League.

C'est aussi la troisième de rang pour Igor Tudor, en... trois matchs dirigés depuis son arrivée mi-février en remplacement de Thomas Frank. En chute libre, Tottenham ne compte plus qu'un point d'avance sur West Ham, premier relégable, et son calendrier à venir n'incite pas vraiment à l'optimisme.

Entre leur huitième de finale aller et retour de Ligue des champions contre l'Atlético (10 et 18 mars), Randal Kolo Muani et ses coéquipiers défieront Liverpool à Anfield (15 mars). Avant de recevoir Nottingham Forest, un adversaire direct pour le maintien.

La presse anglaise rapporte qu'une descente en D2 coûterait au moins 280 millions d'euros aux Spurs, entre la baisse des recettes liées à la billetterie, la chute des droits TV et la perte de contrats de sponsoring.

Lewandowski encense Rashford

Lewandowski s'est exprimé sans détours au sujet de son nouveau coéquipier à Barcelone, Rashford, révélant à quel point l'international anglais l'avait impressionné depuis son arrivée au club en prêt de Manchester United. Si Lewandowski avait rejoint United lorsque le club l'avait approché au début de sa carrière, il aurait peut-être croisé Rashford plus tôt, mais aujourd'hui, les deux joueurs partagent le vestiaire de Barcelone. Malgré des mois de mauvaise presse avant son transfert, Rashford a rapidement gagné le respect de Lewandowski lors de leurs premières séances d'entraînement.

Talent et potentiel en évidence

«Après quelques séances d'entraînement, non. Il a un énorme potentiel», a déclaré Lewandowski à Sky Sports lorsqu'on lui a demandé si Rashford l'avait surpris. «Il a tout pour lui. Il est rapide, technique, il a un bon tir, il est bon du pied gauche comme du pied droit, il est doué. Marcus est le bon choix. Si vous lui donnez confiance et qu'il voit que vous croyez en lui, il vous le rendra au centuple.» Ces éloges soulignent le rôle de mentor de Lewandowski au sein de l'équipe, qui encourage à la fois les performances et l'épanouissement personnel de son jeune coéquipier.

Au-delà du football, Lewandowski a observé la personnalité de Rashford, le décrivant comme un «gars très sympa» qui s'épanouit lorsqu'il est soutenu. Les deux joueurs ont également passé du temps ensemble en dehors du terrain, jouant même au ping-pong dans les vestiaires. «C'est un gars très sympa. Nous avons discuté parce que nous sommes assis l'un à côté de l'autre dans les vestiaires», a-t-il ajouté. «Nous jouons aussi au ping-pong. Je vois que c'est un garçon très gentil, très sympathique, mais aussi que, pour cette raison, il a besoin de quelqu'un qui le soutienne. S'il a cette confiance, il peut vraiment jouer son meilleur football et au meilleur niveau.»

LES MOTS CROISÉS

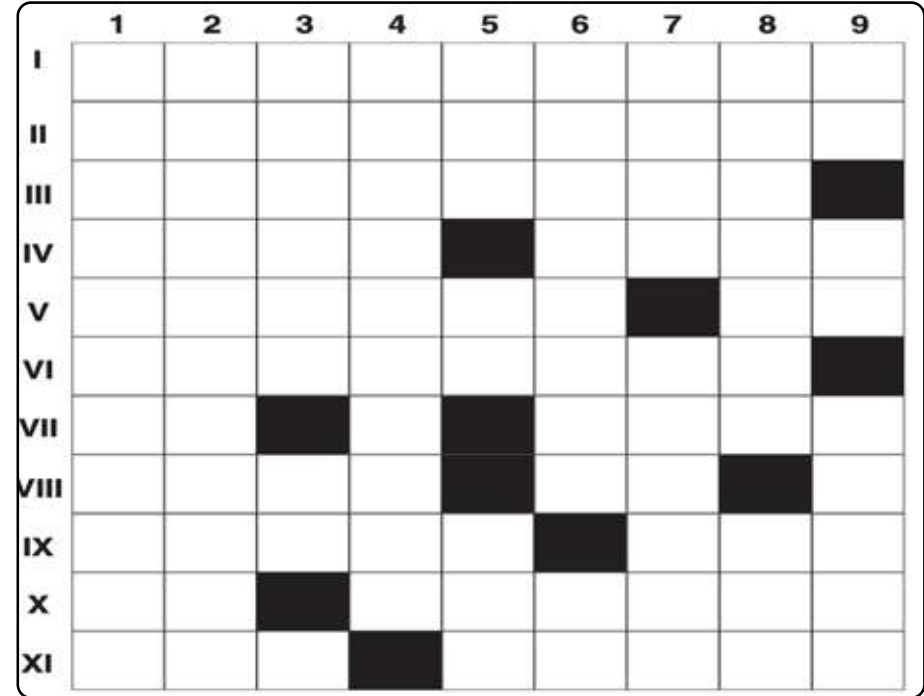
LES MOTS FLÉCHÉS

HORIZONTALEMENT

I. Beaucoup plus modernes que le pousse-pousse. II. Michel Lattas de son vrai nom. III. Cet amiral américain reprit Okinawa en 1945. IV. Les blancs ébranlèrent les grands Empires aux Vème et VIème. Nuances. V. Il fut déposé par Tsao-Pei. Une partie de jambes en l'air. VI. Sûrement plus facile pour les tigres que pour les rats. VII. En voilà deux sorties de l'impasse. Une lettre de faire part et ça fait surface. VIII. Appel à la mobilisation, même en temps de paix. Un quartier de Colmar. IX. Ils ne respectent pas les règles de conduite tout en pensant qu'ils sont sur la bonne route. Le bout du bout. X. En trente-neuf quarante-cinq mais pas en pleine guerre. Il rejoint l'Amazone et la prend dans ses bras. XI. Ce roi était le fils d'Abiam. Dans ce genre de rencontres il arrive très souvent qu'on joigne le geste à la parole.

VERTICALEMENT

1. Un nouvel an que certains fêtent en automne. 2. Ils ne peuvent même pas faire bande à part. 3. On les a sous les yeux et pourtant on fait comme si on ne les voyait pas. Tout un symbole que l'on retrouve dans le travail. 4. Traduit en français il s'agit des "Monts métallifères". 5. Ce n'est sûrement pas l'endroit idéal pour boxer. Dans l'atmosphère. En voilà trois prises au hasard. 6. Célèbre Carthaginois. Une Grecque sortie du Pirée. 7. En accusation, mais au début seulement et en position pour revenir à la charge. Cette ville est à l'origine du premier vin effervescent en France. 8. Ses méthodes de fouilles n'auraient aucun intérêt dans les aéroports. Coule au nord du Yorkshire. 9. Là elles se suivent en pasant. Et là elles se suivent en dépassant. Eus donc, bond pied, bon oeil !



MOTS MÊLÉS

Le mot-mystère est : architecte

ANIMAGUS

ARAGOG

AZKABAN

BRUIT

CHOIXPEAU

CROUTARD

DECOR

DOBBY

DRAGO

DUMBLEDORE

EPOUVANTARD

GAROU

GRYFFONDOR

HAGRID

HIPPOGRIFFE

MARAUDEUR

MOLDU

ONCLE

POTION

POTTER

POUDLARD

QUIDDITCH

REMUS

ROGUE

RON

SAULE

SECRET

SERPENTARD

SIRIUS

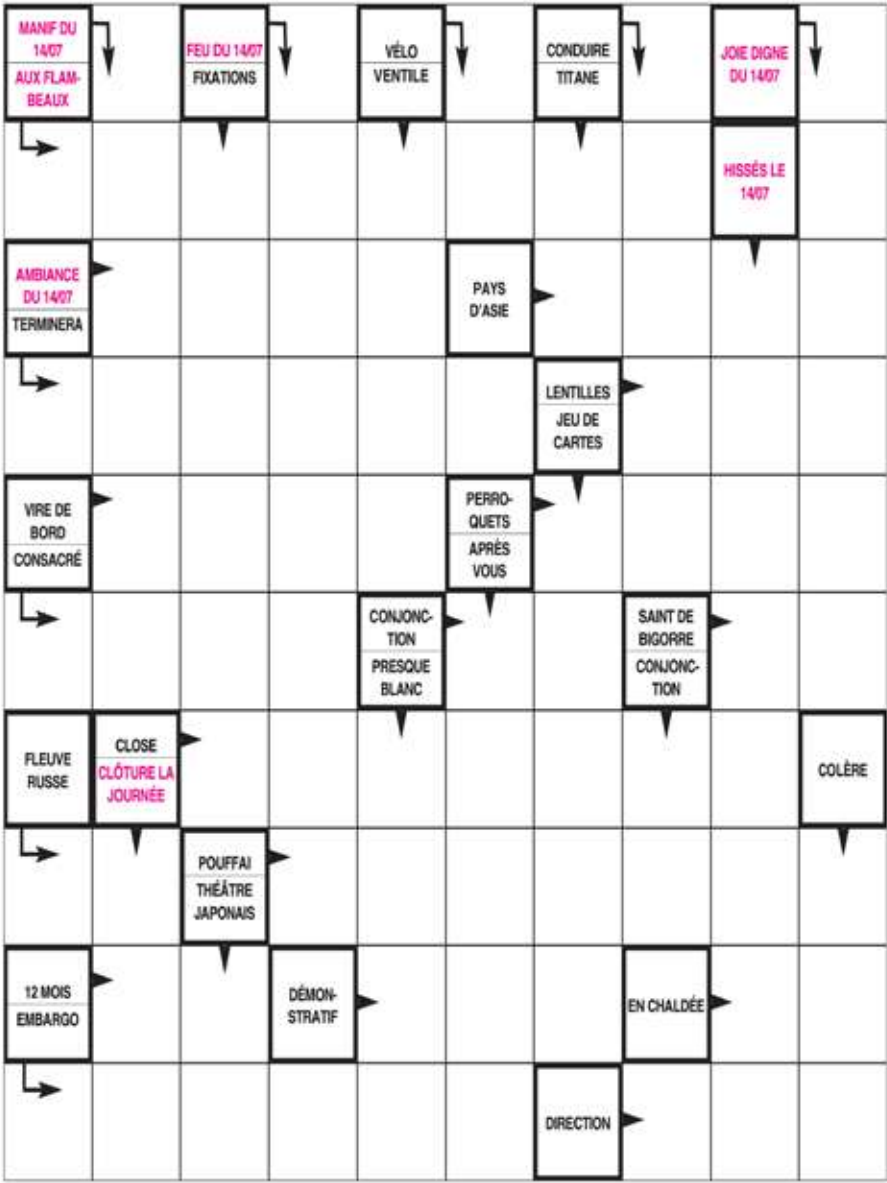
SORCIER

TANTE

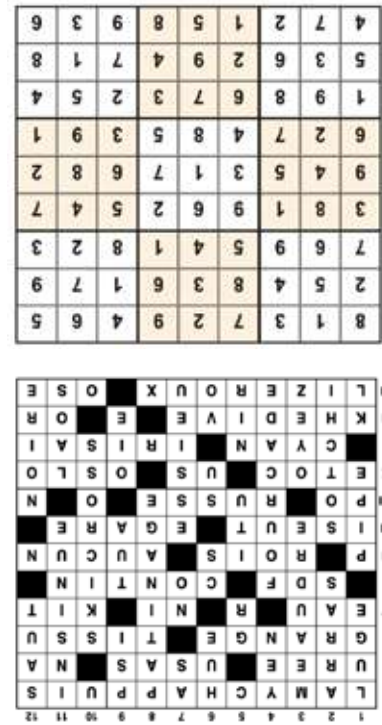
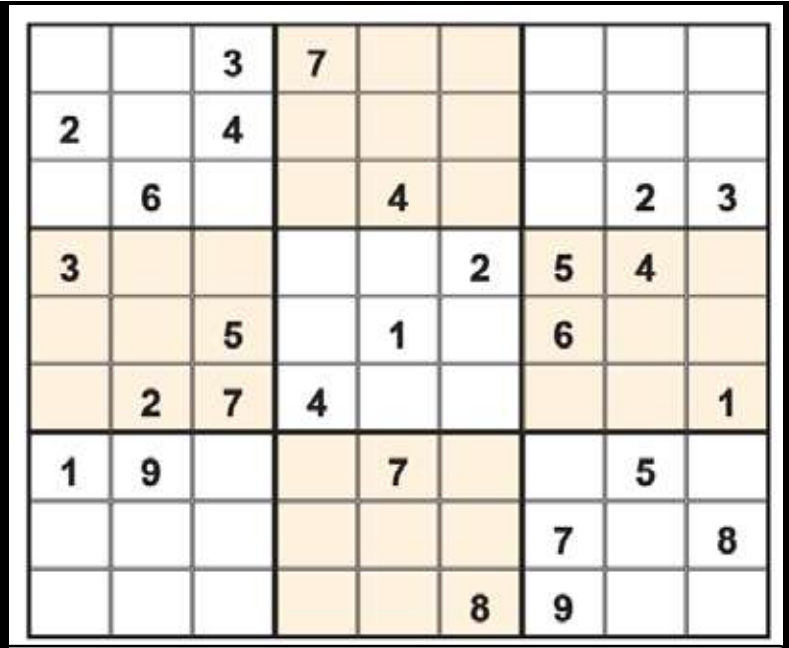
VESTE

VOLDEMORT

WINKY



SUDOKO



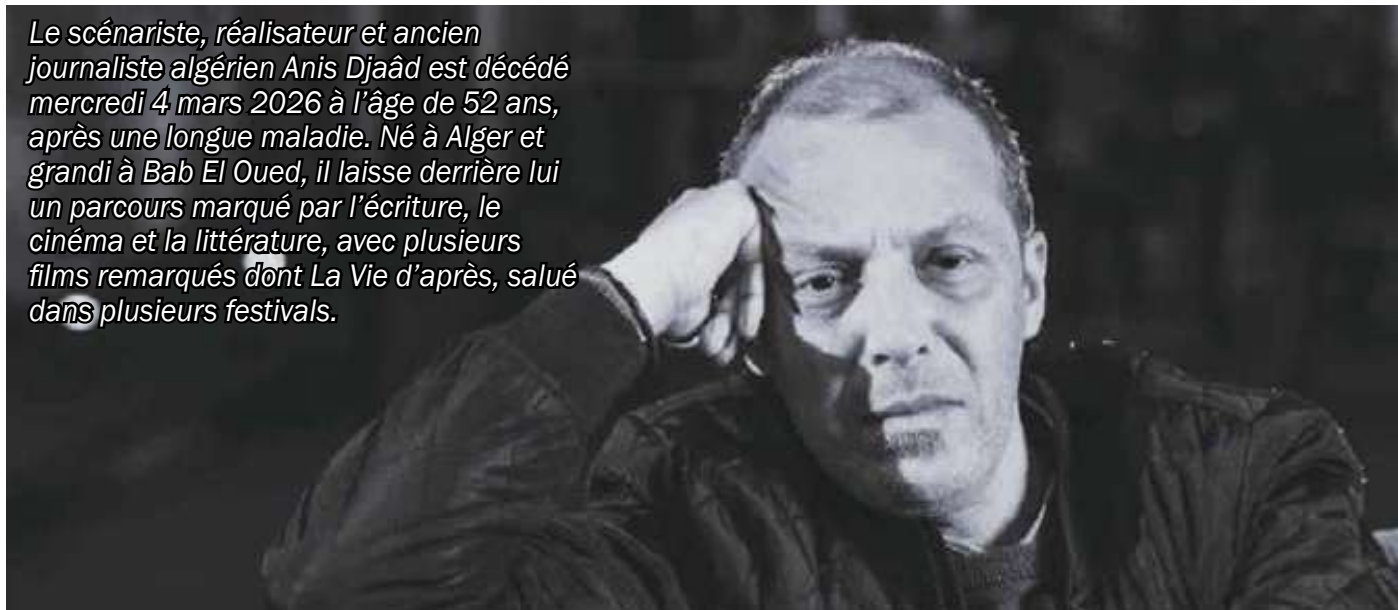
SOLUTION
LES MOTS FLÉCHÉS



SUDOKO — LES MOTS CROISÉS

Cinéma algérien

Le cinéaste **Anis Djaâd** s'éteint à 52 ans



Le scénariste, réalisateur et ancien journaliste algérien Anis Djaâd est décédé mercredi 4 mars 2026 à l'âge de 52 ans, après une longue maladie. Né à Alger et grandi à Bab El Oued, il laisse derrière lui un parcours marqué par l'écriture, le cinéma et la littérature, avec plusieurs films remarquables dont *La Vie d'après*, salué dans plusieurs festivals.

NASSIM TERKI

Le cinéma algérien est en deuil. Le scénariste et réalisateur Anis Djaâd s'est éteint mercredi 4 mars 2026 dans la soirée, à l'âge de 52 ans, après une longue maladie. L'annonce, confirmée par ses proches, a rapidement suscité une vague d'émotion dans les milieux du cinéma et des médias. Avec lui disparaît un artisan discret du septième art, un homme pour qui l'écriture et l'image formaient un même territoire, celui des histoires humaines. Né à Alger en 1974, Anis Djaâd a grandi à Bab El Oued, quartier dense et vivant qui a façonné bien des sensibilités artistiques. Avant la caméra, il y a eu la plume. Il commence sa vie professionnelle dans la presse, notamment au *Soir d'Algérie* puis à *La Tribune*. Le journalisme lui apprend le regard direct, le sens du détail et l'attention aux trajectoires anonymes.

C'est pourtant le cinéma qui finit par l'emporter

Au départ, il écrit. Scénariste d'abord, il participe à plusieurs projets et apprend le métier au contact des plateaux. Il devient ensuite

assistant réalisateur. Une école concrète, rude parfois, mais formatrice. Très vite, l'envie de raconter ses propres histoires le pousse à passer derrière la caméra. Ses premiers pas comme réalisateur se font dans le court métrage. Le Hublot marque un tournant. Le film obtient en 2011 le prix du meilleur scénario lors des Journées cinématographiques d'Alger. Une distinction qui attire l'attention sur un auteur encore peu connu mais déjà singulier. Le parcours se poursuit avec plusieurs réalisations qui construisent peu à peu une œuvre cohérente. Parmi elles, *Passage à niveau* (2014), *Le Voyage de Keltoum* (2016), *La Vie d'après* (2021) ou encore *The Night of Abed* (2023). Des films qui interrogent souvent les blessures invisibles, la mémoire et la solitude des personnages. C'est avec *La Vie d'après* que son travail atteint une reconnaissance plus large. Le film circule dans plusieurs festivals et reçoit des distinctions importantes. Il obtient notamment le Prix de la critique africaine lors des 33es Journées cinématographiques de Carthage. Le public lui réserve également un accueil chaleureux, le film remporte le Prix du public « El Kholkhel d'Or » au Festival national de la littérature et du cinéma féminin de Saïda. À cela s'ajoute une mention spéciale au Festival international du film d'Amiens.

Mais l'écriture restait son premier territoire. Il signe aussi les scénarios de plusieurs films, dont *Au bout du tunnel*, *H3O* et *Les Assoiffés*. Cette fidélité à l'écriture l'a conduit également vers la littérature. Il publie en 2007 un premier roman, *Le Matin parisien*, suivi en 2009 de *L'Odeur du violon*. Deux textes qui prolongent, par d'autres chemins, son regard sur les fragilités humaines. Au fil des années, Anis Djaâd s'est imposé comme une voix attentive du cinéma algérien. Pas un homme de bruit ni de posture, mais un créateur qui travaillait dans la durée, loin des projecteurs faciles. Sur sa page Facebook, la ministre de la Culture et des Arts Malika Bendouda a salué « une plume cinématographique remarquable » et « un militant culturel qui a consacré sa vie au service du mot et de l'image ». Elle a rappelé que son travail témoignait d'un engagement constant en faveur d'un art capable d'éclairer le réel.

Dans son message, la ministre évoque un créateur qui n'a jamais renoncé à ses convictions humaines et sociales. Ses films, de *Le hublot* à *La Vie d'après*, jusqu'à son dernier sacre avec *Terre de vengeance*, restent pour elle les traces d'un parcours exigeant. Aujourd'hui, dans les cercles du cinéma, beaucoup parlent d'un homme simple, attentif aux autres, profondément attaché à son métier.

Accord **ONDA-ONCI** sur les droits d'auteur

Une nouvelle convention vient encadrer l'utilisation des œuvres artistiques dans les spectacles et les manifestations culturelles. L'accord a été signé mercredi entre Office national des droits d'auteur et des droits voisins (ONDA) et Office national de la culture et de l'information (ONCI), deux institutions centrales dans la gestion et la diffusion de la création artistique en Algérie. Le document a été paraphé par les directeurs généraux des deux organismes : Samir Thaabi pour l'ONDA et Abdallah Bouguendoura pour l'ONCI. Selon un communiqué de l'ONDA, cette convention vise à clarifier les conditions dans lesquelles l'ONCI peut utiliser des œuvres protégées lors de l'organisation de spectacles artistiques ou d'événements culturels. L'objectif est d'établir un cadre juridique précis pour l'exploitation du répertoire géré par l'office chargé des droits d'auteur.

Concrètement, l'accord autorise l'ONCI à exploiter des œuvres protégées inscrites dans ce répertoire, mais dans un cadre légal clairement défini. Plusieurs points sont détaillés dans la convention. Elle fixe d'abord le champ exact de l'exploitation autorisée. Elle détermine ensuite la durée pendant laquelle les œuvres peuvent être utilisées. Elle précise également la nature des utilisations permises dans les spectacles et les manifestations culturelles. Autre élément central, la question des redevances. Le texte prévoit la fixation des montants dus en contrepartie de l'utilisation des œuvres, qu'il s'agisse de redevances directes ou d'une part des recettes générées par l'exploitation artistique. L'ONDA « insiste » sur la nécessité d'installer une pratique plus structurée dans le domaine de l'exploitation artistique, en particulier lors des spectacles et des événements culturels organisés à travers le pays. Il s'agit à la fois de « veiller » à ce que les œuvres soient utilisées dans le respect de la

loi, et de défendre les droits de celles et ceux qui les créent, les auteurs, mais aussi les intermédiaires et les producteurs. Pour les institutions culturelles, ce type de convention est aussi un moyen d'encourager une culture du respect des droits artistiques, encore fragile dans certains secteurs de la diffusion culturelle. Pour l'ONDA, cette « initiative » s'inscrit dans une volonté plus large de soutenir la création nationale. L'office espère renforcer un système où les artistes et les auteurs sont mieux reconnus et justement rémunérés pour leur travail. À l'heure où les festivals, spectacles et événements culturels se multiplient, cet accord vise surtout à « fixer » des règles claires, permettre aux œuvres de circuler et d'être partagées avec le public, tout en respectant les droits de celles et ceux qui les ont créées. Dans un paysage culturel marqué par la multiplication des festivals, spectacles et manifestations artistiques, cet accord cherche ainsi à poser des règles précises, permettre la diffusion des œuvres, tout en garantissant les droits de celles et ceux qui les créent.

Concert à Oran

Marcel Khalifa, le oud pour la Palestine

Sur la scène du Centre des conventions, le maître du oud libanais a offert une soirée où musique et poésie engagée ont ravivé la ferveur du public algérien et rappelé la place centrale de la cause palestinienne dans son œuvre. La nuit de mercredi à jeudi, la grande salle du Centre des conventions Mohamed-Benahmed d'Oran s'est transformée en un vaste espace de mémoire et d'émotion. Sur scène, le musicien libanais Marcel Khalifa, figure majeure de la chanson arabe engagée, a offert un concert intense où le oud dialoguait avec la poésie et la conscience politique.

Le public, nombreux, mêlait plusieurs générations. Certains avaient grandi avec ses chansons devenues emblématiques du monde arabe. D'autres découvraient pour la première fois la puissance d'un répertoire façonné par la poésie et les combats du temps. L'événement s'est déroulé en présence de plusieurs responsables culturels, dont le conseiller auprès de la ministre de la Culture et des Arts, Abdelkader Djemâa, la directrice de la culture de la wilaya d'Oran, Bouchera Salhi, ainsi que la directrice régionale de l'Office national de l'information et de la culture, Nabila Benzerdjeb. Mais très vite, les discours officiels ont cédé la place à la musique. Et au message qui traverse l'œuvre de Khalifa depuis des décennies, la dignité humaine et la solidarité avec la Palestine.

Sur scène, l'artiste a livré un concert dense, traversé par les thèmes qui structurent sa trajectoire artistique, la liberté, l'exil, la mémoire et la résistance.

À plusieurs moments de la soirée, la salle s'est levée pour applaudir un artiste dont les chansons accompagnent depuis longtemps les luttes du monde arabe.

Le concert s'est ouvert par une pièce dédiée au peuple algérien et à la ville d'Oran. La voix posée de Khalifa et les premières notes du oud ont installé immédiatement une atmosphère attentive et chaleureuse.

Puis sont venues les chansons que le public connaissait par cœur. Parmi elles, « Ya Tayr Ya Hamam » ou encore « Muntasib Al Qama Amshi », tirée d'un poème du grand poète palestinien Mahmoud Darwich. Dans la salle, les spectateurs reprenaient les paroles à l'unisson.

Le programme a également fait place à plusieurs œuvres devenues emblématiques de son répertoire : « Rita », « Ahinou Ila Khobz Oummi », « Ya Bahriya Hila Hila » ou encore « Monadiloun ». Des chansons qui, depuis des décennies, circulent dans les mémoires et accompagnent les combats politiques et humains de toute une région.

La soirée a aussi pris une dimension plus intime lorsque Khalifa a rejoint sur scène son fils, le pianiste Ramy Khalifa, et son neveu, le violoncelliste Sary Khalifa.

Ensemble, ils ont interprété plusieurs pièces instrumentales, notamment « Beyrouth » et « Le Cri », dédiées, selon les mots de l'artiste, « à toutes les familles des martyrs tombés sur une terre pure ». Dans la salle, le silence s'est fait dense avant de laisser place à une longue ovation.

« L'Algérie aime la chanson engagée » À l'issue du concert, Marcel Khalifa a confié à la presse sa joie de retrouver le public algérien. Il a salué la ferveur de la salle et la proximité entre son œuvre et l'histoire du pays. « La famille algérienne reste attachée à la chanson engagée. L'Algérie a beaucoup lutté. C'est pour cela que le peuple algérien aime la musique qui vient du cœur et de l'âme », a-t-il déclaré.

Cette soirée s'inscrit dans la tournée que l'artiste consacre à l'Algérie. Après Alger et Oran, le musicien doit se produire à Constantine pour clôturer cette série de concerts.

Rédaction Culture

Pierre Dac

nettoyer ces sites : « Venez nettoyer les sites des essais nucléaires », avait-il lancé, dénonçant les maladies laissées par ces explosions. Il avait réitéré sa demande devant le Parlement deux mois plus tard : « Vous êtes devenus une puissance nucléaire et vous nous avez laissés des maladies (...) Venez nettoyer, nous n'avons que faire de votre argent. » Face à l'absence de réponse française, l'Algérie a entamé la décontamination des sites le 14 février dernier, une opération complexe, d'autant que les détails des essais menés par l'armée française restent inconnus. « Pour sécuriser et réhabiliter pleinement ces zones, les autorités algériennes ont besoin des cartes et plans détaillés des déchets enfouis et des zones radioactives », insiste Sabrina Sebaihi. La députée interroge Paris sur le refus de transmission de ces informations, essentielles pour garantir la sécurité des populations et la protection de l'environnement.

vivement dénoncé ses méthodes et son style. Le sénateur Dick Durbin a accusé les agents fédéraux d'avoir « semé le chaos dans nos villes » et d'avoir ciblé des individus « selon leur couleur de peau, leur accent et leur langue ». Du côté républicain, le sénateur John Kennedy a pointé l'incohérence entre la lutte contre le gaspillage et les 220 millions dépensés en publicité, accusant la ministre de privilégier sa notoriété personnelle. Malgré ces critiques, Donald Trump a salué les « nombreux et spectaculaires résultats » de Kristi Noem, notamment en matière de contrôle des frontières, tout en annonçant sa réaffectation diplomatique. Pendant ce temps, le ministère de la Sécurité intérieure reste paralysé budgétairement depuis mi-février, alors que l'administration continue de mettre en avant la lutte contre l'immigration clandestine comme une priorité centrale.

carrière, Abdelkrim Ben Ghazal s'était distingué sur le plan international en tant qu'arbitre, avant de jouer un rôle clé dans les instances nationales, notamment comme président de la Commission d'arbitrage de la FAF et ancien président de la Ligue régionale de Constantine. Dans son message, Walid Sadi a imploré Dieu Tout-Puissant d'accorder Sa miséricorde au défunt et de soutenir sa famille et ses proches, leur apportant courage et réconfort face à cette épreuve douloureuse.

firmé que le Front des forces socialistes défend depuis sa création un projet cohérent visant à construire un État démocratique et social, fondé sur la souveraineté populaire, le respect des libertés et la justice sociale, en s'inspirant des valeurs de la Révolution de 1954 et de l'esprit du Congrès de la Soummam. **R. N.**

plomatique : elle devient une pression économique visant à provoquer un changement politique. Quand l'accès à la nourriture, aux traitements ou au carburant se restreint, la frontière entre diplo-

matie et punition collective s'efface. Et pourtant, Cuba continue de promouvoir la solidarité internationale. L'île a envoyé des brigades médicales dans le monde entier pour soutenir les pays touchés par des crises sanitaires ou humanitaires. Ce paradoxe frappe : un pays soumis à un blocus sévère qui choisit d'exporter des soins plutôt que des armes. Soutenir Cuba aujourd'hui ne signifie pas ignorer ses défis internes. Cela signifie refuser que des populations soient punies pour un bras de fer géopolitique. Le blocus, loin d'avoir atteint ses objectifs politiques, a surtout aggravé les difficultés quotidiennes et fermé le dialogue. À l'heure où la coopération internationale est cruciale, persister dans cette politique soulève une question simple : la punition économique prolongée d'un peuple peut-elle être justifiée au nom de la démocratie ou de la sécurité ? Pour beaucoup, la réponse est non. Mettre fin au blocus n'est plus un slogan, mais une exigence humanitaire mondiale.

R.N.